République Libanaise
Bureau du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative
Centre des Projets et des Etudes sur le Secteur Public
(C.P.E.S.P.)

UNESCO

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

Liste des actions de l'UNESCO dans le cadre de la campagne internationale de sauvegarde du site de Tyr

La campagne internationale de sauvegarde du site archéologique de Tyr a été officiellement lancée par le Directeur général de l'UNESCO, le mardi 3 mars 1998, sur l'hippodrome romain de Tyr en présence de nombreuses personnalités politiques et scientifiques du Liban et de l'étranger ainsi que des dignitaires religieux représentants de toutes les communautés du Liban. A cette occasion, le Directeur général a ouvert un compte spécial pour le financement des opérations prévues dans le cadre de ladite campagne.

Depuis cette date, les actions suivantes ont été entreprises :

I) récupération de l'allocution du Directeur général à Tyr et traduction dans les langues de travail de l'UNESCO.

II) préparation d'une lettre circulaire accompagnant son discours et préparation pour envoi à toutes les Délégations permanentes de l'UNESCO, Commissions nationales et ONG's.

III) 26 mai 1998 : courrier de DIR/CLT/CH et DIR/WHC au Ministre de la culture et de l'enseignement supérieur le priant *de bien vouloir intervenir auprès du Ministre des travaux publics concernant les travaux d'envergure modifiant le caractère du site de Tyr et de ses environs, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.*

IV) Juin 1998 : UNISTRAT Assurances a confirmé par courrier son souhait d'être partenaire de l'UNESCO pour ladite campagne et s'est engagée à collaborer et à apporter un soutien financier. UNISTRAT présentera la campagne de sauvegarde et les actions de l'UNESCO dans son rapport d'activité 1997.

V) Juin 1998 : 22e session du Bureau du patrimoine mondial. Le Bureau a encouragé les autorités libanaises à poursuivre la campagne en coopération avec l'UNESCO et a "..engagé vivement les autorités libanaises à interrompre immédiatement tous les travaux mettant en péril le patrimoine de Tyr et à

améliorer les mécanismes de contrôle afin d'empêcher toute nouvelle destruction du patrimoine de la région".

VI) **Juillet 1998** : mission d'un consultant de l'UNESCO, Monsieur Daniel Drocourt, architecte-urbaniste et directeur de l'Atelier du patrimoine de la ville de Marseille, à Tyr. Cette mission (étude du plan directeur existant et propositions d'étapes nécessaires pour la réalisation du schéma directeur) a été proposée par Monsieur Hbeiche, Ministre de la culture et de l'enseignement supérieur du Liban par courrier du 9 avril 1998. A la suite de l'accord donné par Monsieur Asmar, directeur des antiquités, lors de la 22e session du Bureau du patrimoine mondial et confirmé par courrier du 1e juillet, l'organisation de cette mission a pu être mise en place.

VII) 12 août 1998 : courrier de DIR/CLT/CH et DIR/WHC au Ministre des travaux publics le priant *de bien vouloir surseoir à tous travaux d'envergure de nature à modifier le caractère du site de Tyr et de ses environs, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.*

VIII) Septembre 1998 : à la demande de Monsieur Ali Haragli, Ministre des travaux publics du Liban, une réunion a été organisé à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (24 septembre), portant d'une part sur le **plan directeur** de la ville de Tyr et le rapport très attendu du consultant de l'UNESCO et d'autre part, sur le **remblaiement d'une partie de la baie de Tyr.**

Monsieur Haragli, de passage en Europe, a souhaité rencontrer le Président de l'Association internationale pour la sauvegarde de Tyr, le Professeur Jean Leclant, ainsi que les responsables du dossier Liban à l'UNESCO. Cette démarche constituait une suite du courrier qui lui avait été adressé le 12 août par le DIR/WHC et le DIR/CLT/CH.

M. Haragli tenait beaucoup à la présence du Professeur Leclant, qui avait, en juin 1998, envoyé pour le compte de l'AIST une motion à tous les ministères du Liban priant "... instamment et respectueusement le Gouvernement du Liban d'ordonner, en tant que mesure conservatoire, l'arrêt immédiat des travaux en cours, faute de quoi il est à craindre que des dommages irréparables soient infligés à un site historique d'une inestimable valeur".

Lors de cette réunion, Monsieur Haragli a affirmé que le remblaiement d'une partie de la baie de Tyr ne constituait en fait qu'une mesure de protection de la corniche menacée tant par les alluvions que par une érosion continue. Quant au plan d'urbanisme de la ville, M. Haragli a assuré qu'il ne serait présenté au Conseil des Ministres qu'une fois que le rapport du consultant serait finalisé.

Afin d'assurer un lien entre l'archéologie et les étapes de préparation du plan directeur, Monsieur Haragli et Monsieur Drocourt se sont entendus que ce dernier effectuerait régulièrement des visites de suivi à Tyr. L'UNESCO attend un courrier officiel de la part du Ministre à ce sujet.

Après le changement du Gouvernement du Liban et la nomination de nouveaux directeurs généraux, le nouveau Ministre de la culture et de l'enseignement supérieur, S. Exc. Monsieur Ya confirmé son accord, par courrier en date du 20 février 1999, avec la composition du Comité Scientifique International de Tyr. Ce courrier a permis l'organisation de la première réunion dudit Comité du 13 au 17 juin prochain au Liban.

A la demande du Ministre de la culture et de l'enseignement supérieur du Liban, une réunion d'information sur les activités de l'UNESCO en matière de protection du patrimoine culturel du Liban et notamment du site de Tyr a eu lieu le vendredi 5 mars 1999. Le Ministre a encore une fois approuvé la composition du Comité scientifique international et a demandé qu'il se réunisse dans les meilleurs délais, en particulier en vue de l'étude du schéma directeur qui est la base de toutes les activités futures sur le site de Tyr.

Une brochure promotionnelle et d'information en faveur de la campagne de Tyr est actuellement en préparation.

Le Comité scientifique international pour la sauvegarde de Tyr, qui aura un rôle de conseiller auprès du Gouvernement du Liban et de l'UNESCO concernant la poursuite de la campagne internationale et qui se réunira, en fonction de la quantité du travail, une fois par an, se compose comme suit :

- Professeur Vassos Karageorghis (Chypre) : ancien directeur des antiquités de Chypre. Directeur de l'unité de la recherche archéologique de l'université de Chypre. Membre du Comité scientifique international des fouilles archéologiques du Centre-Ville de Beyrouth.
- Professeur Mohammed Hassine Fantar (Tunisie) : spécialiste en archéologie punique.
- Professeur Jean-Marie Dentzer (France) : spécialiste en archéologie classique. Directeur de l'Institut Français d'Archéologie du Proche-Orient.
- Professeur Attilio Petruccioli (Italie) : Université de Bari, The Aga Khan Programme of Islamic Architecture.

D'autre noms pourront bien entendu s'y ajouter en cas de besoin.

TYR, PATRIMOINE DE L'HUMANITE
DE NOUVEAU EN DANGER

Un projet d'aménagement urbain met gravement en péril les sites de Tyr (Sud-Liban) inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial :

Des travaux ont été engagés par les Autorités Libanaises, début septembre, pour la réalisation de l'autoroute du sud de Saïda passant par Sarafand, Tyr et allant jusqu'à Nakoura. Ce secteur où 26 sites archéologiques ont déjà été dénombrés doit être achevé dans moins d'un an. Le tracé traverse une zone très riche, peu fouillée comme en témoignent les découvertes fortuites récentes. L'autoroute longe le tracé de l'aqueduc romain allant de Ras el-Aïn à Tyr et coupe la muraille de Palae-Tyr, enceinte de près de 10 kilomètres de longueur construite par Alexandre le Grand selon le plan établi en 1802 par J.D. Barbié du Bocage et passe à proximité de Tell el Mashuq considéré par la plupart des archéologues comme le centre de l'antique Palae-Tyr. Renan y situe le temple d'Hercule Astrochiton et Movers le temple d'Ashtarout. Ce site abrite des tombes rupestres romaines ornées de magnifiques fresques dont certaines, révélées par les fouilles de Dunand en 1937 se trouvent au Musée de Beyrouth. La route de Borj el Chemali qui mène à Tyr se trouve, comme le souligne Mr Bernard Fonquernie, envoyé en mission à Tyr par l'UNESCO en 1996, implanté : "à l'aplomb même de l'aqueduc romain encore existant en cet endroit".

Par ailleurs, cette autoroute large de 100 mètres est prévue dans une des régions agricoles les plus fertiles du Liban, ce qui va causer un préjudice économique certain à la région. En outre, elle traversera une zone ouverte à l'urbanisation sans se préoccuper du respect de l'environnement coupant ainsi la future Tyr moderne en deux.

Le tracé de l'autoroute pourrait être déplacé sur une dizaine de kilomètres plus à l'est après que l'UNESCO ait effectué une carte archéologique de la région.

Ce projet est bel et bien le reflet de l'absence d'une réelle prise en considération des données archéologiques dans le développement urbain. L'inscription de Tyr sur la liste du Patrimoine Mondial et la décision de lancer une Campagne Internationale pour sa sauvegarde sont le témoignage de l'intérêt que porte la communauté internationale à la protection de l'un des plus prestigieux sites historiques du monde. C'est pourquoi, il est essentiel de suspendre ces travaux afin d'empêcher des dommages irrémédiables.

Dans son rapport, Monsieur Fonquernie a constaté le caractère périmé du plan d'urbanisme pour Tyr approuvé par décret le 26 juin 1991. Il préconise avant l'élaboration du nouveau schéma directeur, actuellement à l'étude, de faire établir une carte archéologique portant d'une manière fondamentale les zones à protéger et délimitant définitivement et précisément le périmètre archéologique de Tyr et sa région en faisant appel à une large compétence scientifique spécialisée. Cette carte qui nous paraît, à ce stade, primordiale et urgente pourrait être financée par les fonds réservés à Tyr dans le cadre de la Campagne UNESCO.

(Novembre 1996)

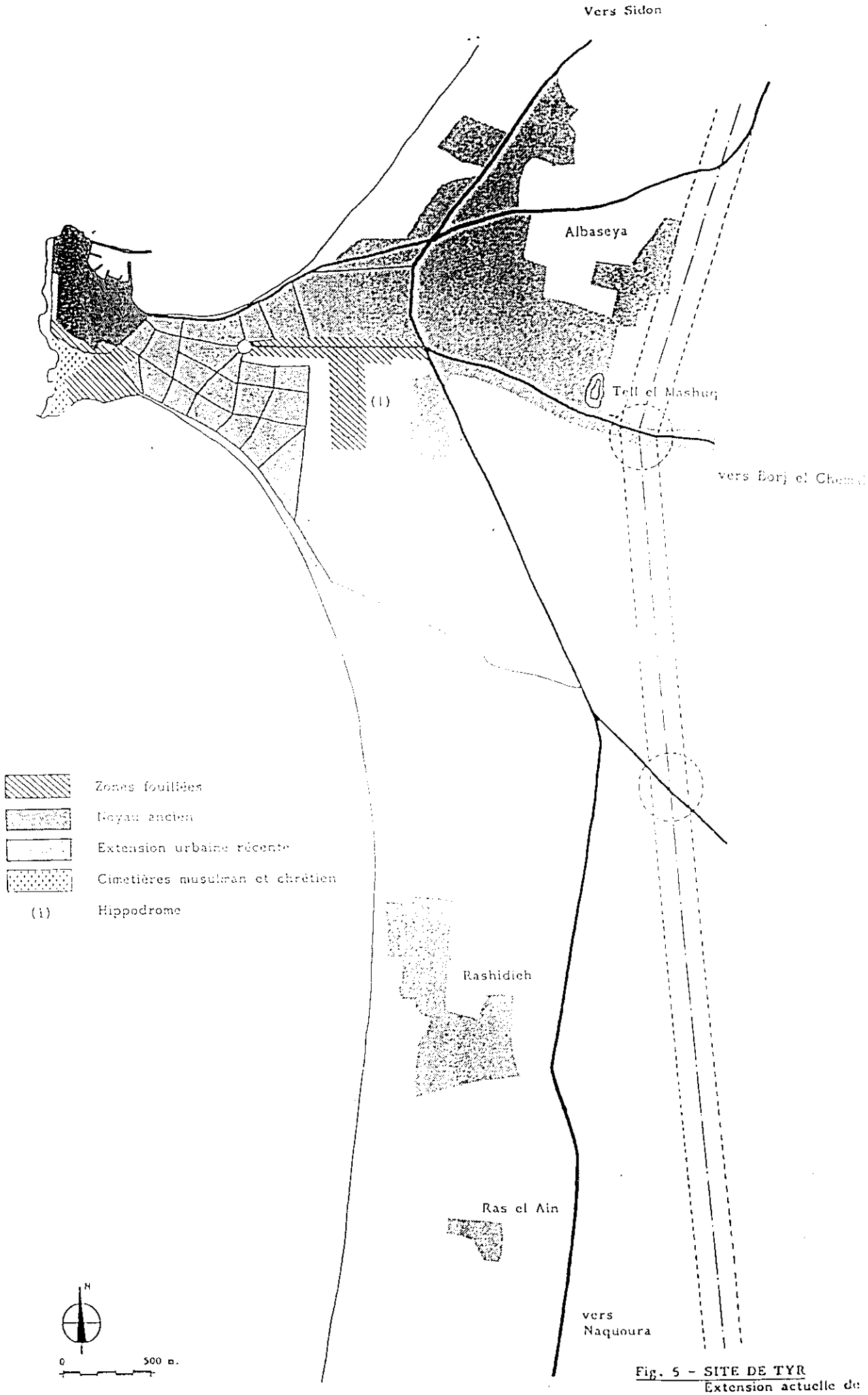
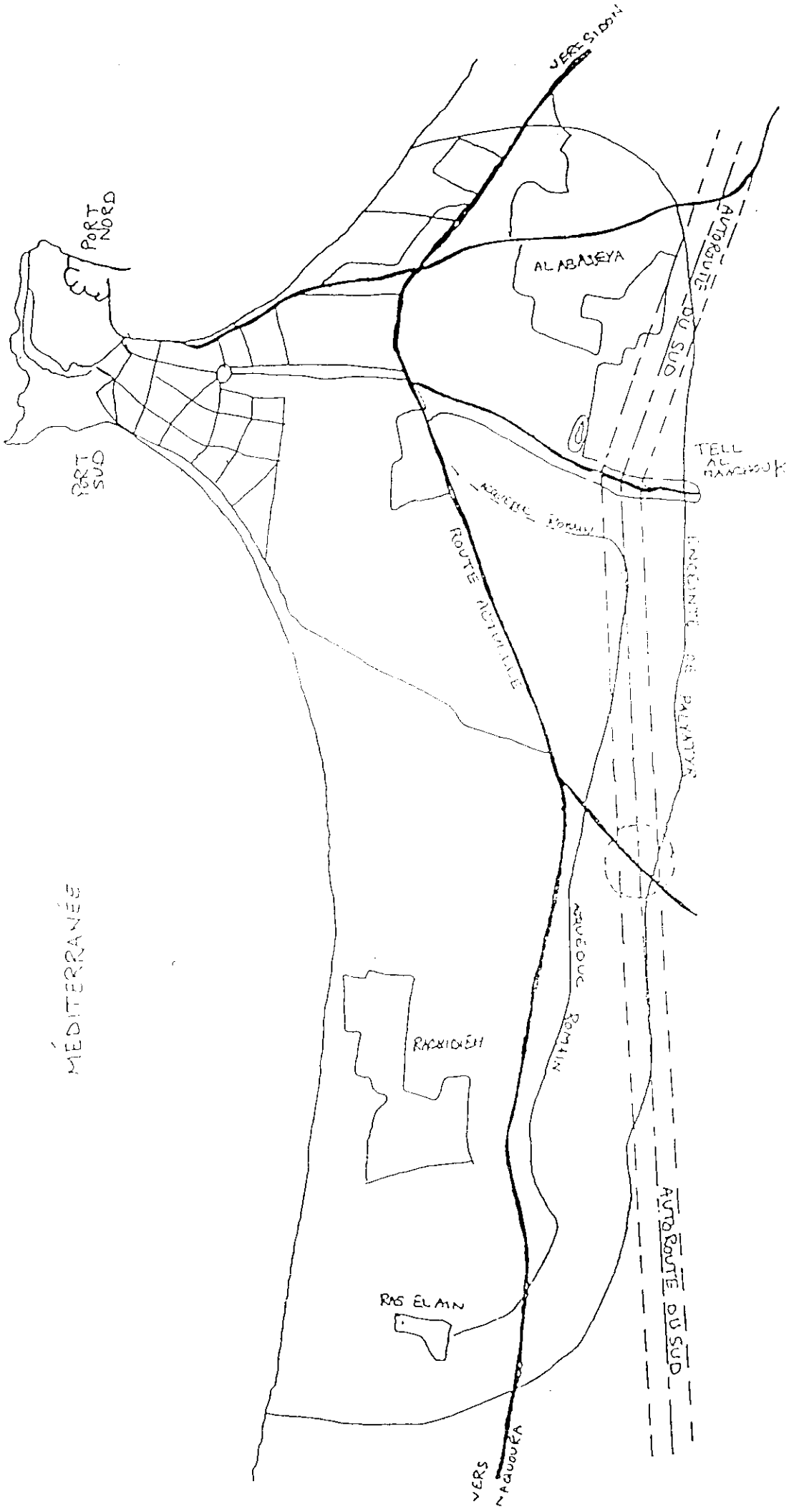


Fig. 5 - SITE DE TYR
Extension actuelle de l'agglomération

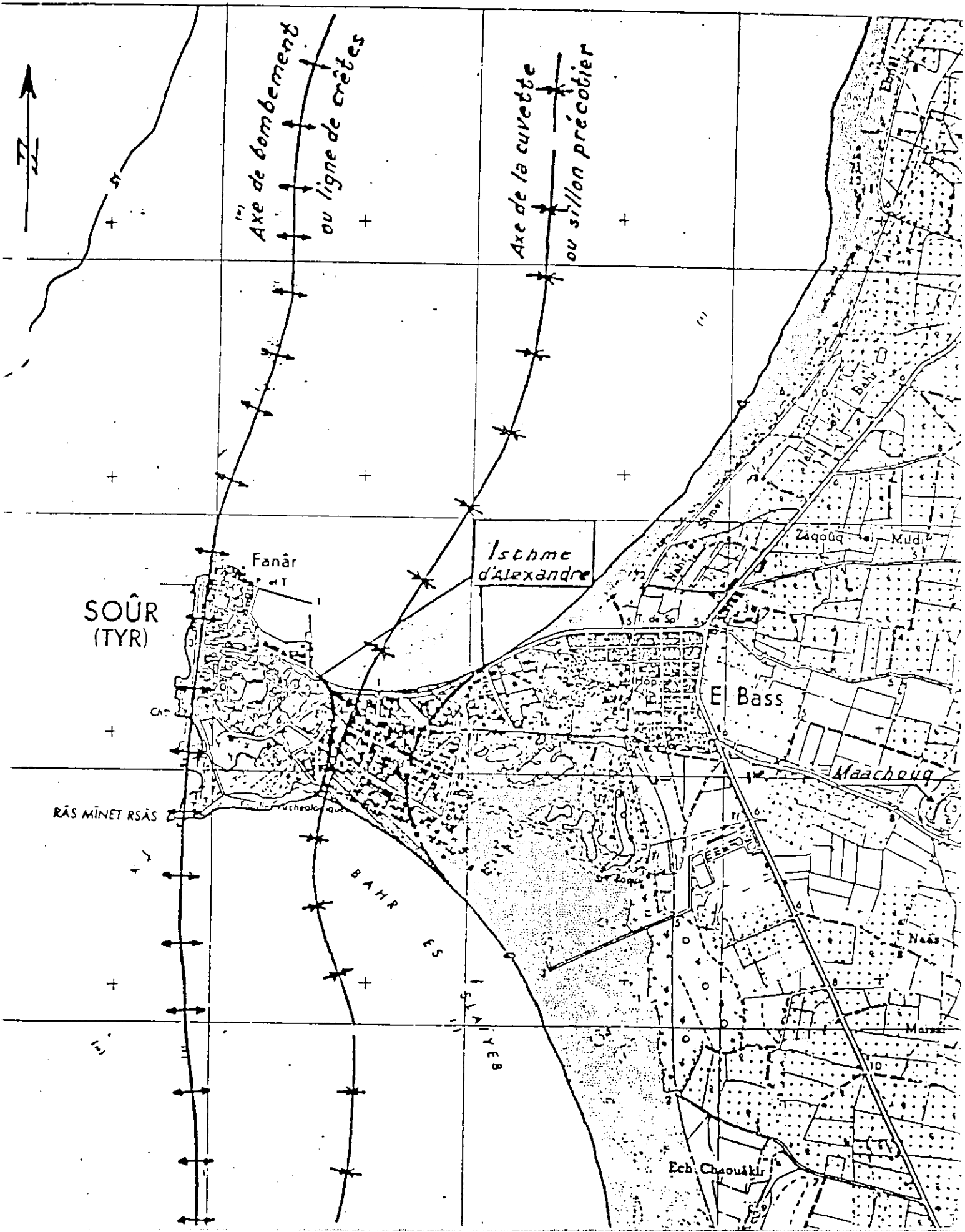
B. Fonquernie, Architecte en Chef des Monuments Historiques - Mars 1996

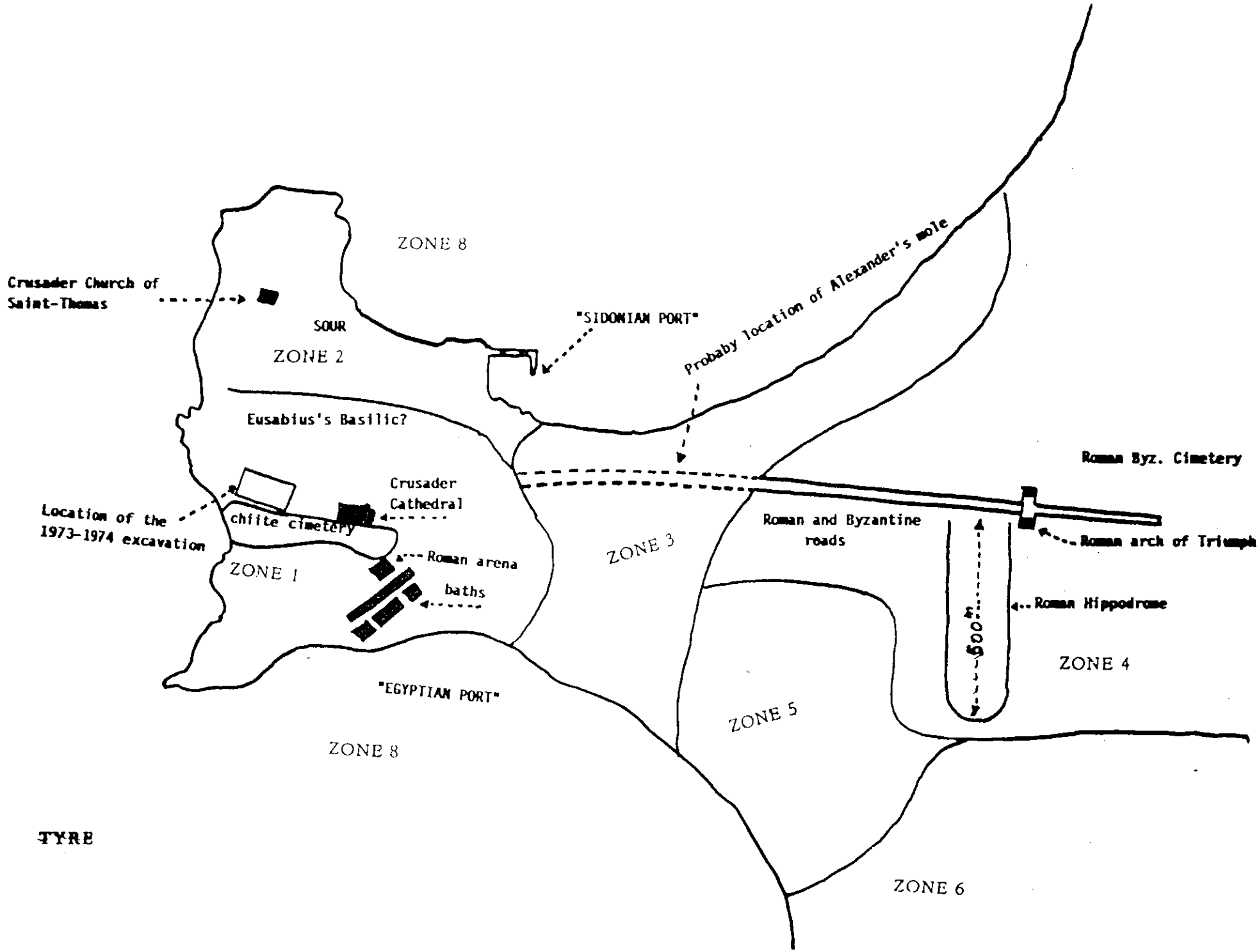

VERS SIDON
PORT NORD
PORT SUD
AL ABASSEYA
AUTOROUTE DU SUD
TELL AL MANGHOUK
ROUTE AUTOMOBILE
AQUEDUC ROMAIN
RACHIDIEH
RAS EL AIN
VERS NAQOURA
AUTOROUTE DU SUD
MÉDITERRANÉE

BIKAI

TYR INSULAIRE ET ISTHME D'ALEXANDRE

chelle : I : 20.000




ZONE 8
Crusader Church of Saint-Thomas
SOUR
ZONE 2
"SIDONIAN PORT"
Probaby location of Alexander's mole
Eusabius's Basilic?
Roman Byz. Cimetery
Crusader Cathedral
Location of the 1973-1974 excavation
chiite cimetery
Roman and Byzantine roads
Roman arch of Triumph
Roman arena
ZONE 1
ZONE 3
baths
Roman Hippodrome
500 m
ZONE 4
"EGYPTIAN PORT"
ZONE 5
ZONE 8
ZONE 6
TYRE

Chef-d'œuvre du patrimoine mondial

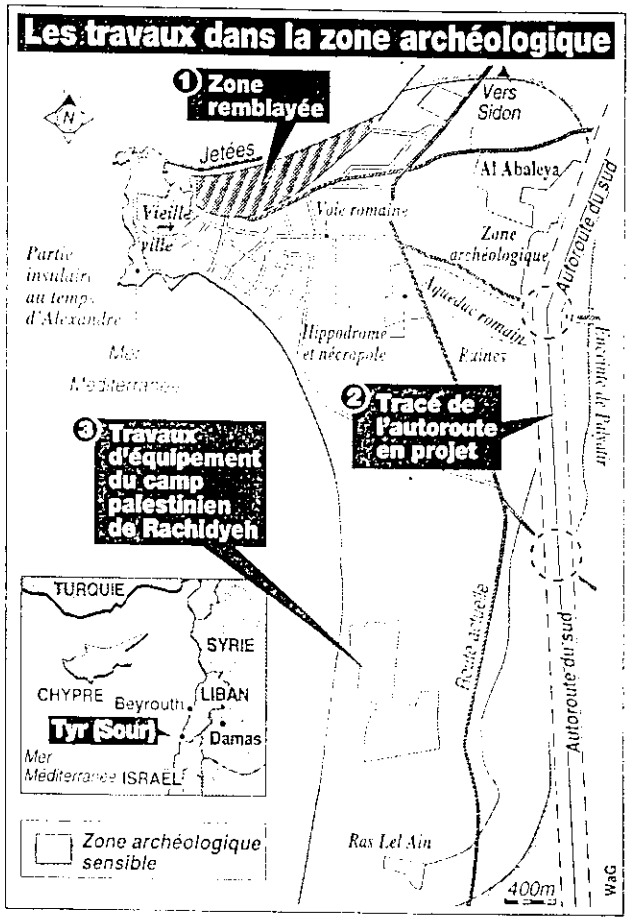
La ville de Tyr sous les bulldozers

Les pelleteuses sont à l'œuvre sur l'antique port. Elles remblaient les ruines phéniciennes, au mépris des engagements internationaux passés par le Liban.

La paix serait-elle plus dangereuse que la guerre pour le patrimoine ? On peut se poser la question au vu de la mésaventure survenue à Tyr.

L'ancienne métropole phénicienne, située à 75 kilomètres au sud de Beyrouth, qui avait su préserver ses prestigieux vestiges durant les quinze années de troubles au Liban, de 1975 à 1990, subit, aujourd'hui, les assauts destructeurs des engins de terrassement. Depuis le mois de mai, des pelleteuses remblaient systématiquement tout le bord de mer, où se trouvent les restes du port antique.

De l'ancienne capitale phénicienne, rivale de Sidon, Tyr n'a conservé que quelques quartiers. Comme à Carthage – sa fille – où Tunis a poussé sur les ruines, laissant apparaître ça et là quelques ensembles encore lisibles, Tyr a gardé de beaux vestiges de son port antique, un hippodrome où demeurent tribunes et colonnes et qui fut le cadre de la célèbre course de chars *Ben Hur*, et des quartiers d'habitation, jadis périphériques, aujourd'hui imbriqués dans la ville moderne.



Nombreuses richesses

Une partie du port avait été préservée au-delà d'un boulevard d'une vingtaine de mètres de large. On y voyait encore des soubassements d'entrepôts, des canalisations et des pontons d'amarrage. Près de l'hippodrome, une nécropole demeure, bien que largement pillée pendant l'occupation israélienne.

Ce n'est un secret pour personne qu'à cette époque, des sarcophages ont été découpés et emportés, pour finir... dans des musées étrangers.

Le quartier d'habitation antique, situé à l'est, dans une zone non urbanisée, n'a pas encore été fouillé mais il livre régulièrement poteries, vaisselle et flacons de verre laissant penser qu'il recèle de nombreuses richesses. Enfin, une dernière découverte, datée de 1995 mais annoncée seulement il y a trois mois, fait état d'un petit oratoire paléochrétien, dans une autre partie de la ville.

Tous ces trésors – et tous ceux qui n'ont pas encore été mis au jour – ont conduit l'Unesco à classer l'ancienne capitale phénicienne du XII[e] siècle avant notre ère parmi les chefs-d'œuvre du patrimoine mondial. Et le 3 mars dernier, son directeur, Federico Mayor, se rendait en personne à Tyr pour ouvrir solennellement la campagne internationale pour la sauvegarde de la ville.

Mais cette avalanche d'honneurs n'a pas impressionné un groupe de promoteurs libanais, encouragé par le ministère des Travaux publics, qui rêve de faire de Tyr une station balnéaire à la mode. Pour cela, il convient d'élargir le boulevard du front de mer et de faciliter l'entrée de la ville par la construction d'une autoroute.

Un troisième chantier, beaucoup plus justifié celui-là, s'est ouvert très près des ruines antiques : il s'agit de la modernisation des réseaux de voirie du « camp » palestinien de Rachidyeh.

Dès le mois de mai, des pelleteuses ont donc commencé à remblayer les ruines du port afin d'élargir à cinquante mètres le boulevard qui en mesure actuellement vingt. Le 27 juin, l'Unesco, alertée par l'Association internationale pour la sauvegarde de Tyr, que préside l'ancien ambassadeur français Paul Blanc, dénonçait sévèrement cette violation du droit et demandait, en outre, que l'on étudie un nouveau tracé, parfaitement réalisable, pour l'autoroute.

Peine perdue. Les travaux ont continué. Le 15 août, une nouvelle admonestation du Bureau du patrimoine de l'organisation internationale « *engageait vivement les autorités libanaises à interrompre tous les travaux et à améliorer les mécanismes de contrôle afin d'empêcher toute nouvelle destruction* »... Car le Liban dispose – bien qu'il ne l'utilise guère – d'une loi comparable à la nôtre permettant d'obliger les aménageurs à stopper des travaux menaçant des vestiges archéologiques.

Que dire du comportement du député de Tyr, le très puissant Nabi Berri, ancien chef de la milice Amal qui, d'une main, verse une grosse somme à l'Unesco pour la protection de sa ville et, de l'autre, soutient et encourage les promoteurs qui la détruisent ?

Que dire de l'association de défense de Tyr qu'il a créée et confiée à sa femme et qui n'a jamais élevé la voix contre le vandalisme en cours ?

Que dire aussi du ministre des Travaux publics, M. Harajli, qui, en réponse à un appel indigné de M. Azmar, archéologue éminent et doyen de la faculté de Beyrouth, paru dans le journal *Al Nahar*, vient de demander, dans une lettre ouverte, au recteur de l'Université de... licencier M. Azmar ?

Jeudi dernier, M. Harajli rencontrait, à Paris, les dirigeants de l'Unesco. Désormais, un consultant du Patrimoine mondial se rendra régulièrement au Liban pour surveiller « *le calage de l'archéologie dans le plan directeur* » de l'aménagement de Tyr. Mais n'est-il pas déjà trop tard ?

Anne-Marie ROMERO

اللّجنة الدولية للمحافظة على مدينة صور

بيروت في ١٩٩٧/٥/١٩

معالي وزير الثقافة والتعليم العالي الاستاذ فوزي حبيش المحترم

تهديكم الجمعية الدولية للحفاظ على صور أطيب تمنياتها، وتقدر لكم الجهود التي تبذلونها في مجالات الثقافة على تنوعها واختلاف وجوهها.

علمنا أن الدولة اللبنانية وعبر وزارة الثقافة والتعليم العالي، قررت الاستجابة لطلب الاونيسكو بتشكيل اللجنة الوطنية لحملة صور التي قرر اطلاقها على المستوى الدولي في صيف ١٩٩٧.

وان الجمعية الدولية للحفاظ على صور اذ تنوه بهذه الخطوة الايجابية يهمها عرض الملاحظات الاتية:

١ - ضرورة أن تضم اللجنة الوطنية لحملة صور طاقات علمية وشخصيات ثقافية واكبت كل مراحل العمل الذي جرى دولياً ومحلياً لضمان الحفاظ على هذه المدينة الاثرية والحصول على حملة الاونيسكو لصور وشمولها بحزام من الحصانات سواء من المنظمات العالمية أو الدول. وأن وجود مثل هذه الطاقات والشخصيات هو شرط لازم لانجاح الحملة. ربطاً لائحة باسماء شخصيات نقترحها لتأليف اللجنة.

بيروت: الرملة البيضاء، بولفار الحريري، بناية مهتبان، الطابق الخامس - صندوق بريد: ٢٤٦٦ - بيروت، لبنان
تلفون: ٨٦٦٥٥٣-١-٩٦١ - فاكس: ٨٦٦٥٥٤-١-٩٦١

٢ - بالنسبة الى اللجنة التقنية اللبنانية ترى الجمعية الدولية للحفاظ على صور وجوب تدعيم خبراء مديرية الاثار بمجموعة من الخبراء العالميين الذين لهم معرفة واسعة في المعاينات الاثرية وتقويم المعالم التاريخية.

٣ - وضع "خريطة اركيولوجية" لصور ومحيطها الاركيولوجي الممتد من الصرفند شمالاً الى الناقورة جنوباً والقرى المجاورة، ومن ضمنها برج الشمالي، القليلة، قانا، معركة، وجويا.

٤ - يجب تجميد مشروع الاوتوستراد الذي يخترق صور ريثما يصار الى ادخال تعديلات اساسية عليه بعد وضع الخريطة الاركيولوجية، فيسقط النتائج الكارثية التي يمكن ان يرتبها على المحيط الاركيولوجي للمدينة وعلى البيئة لو نفذ على النحو المرسوم.

واذ تكرر جمعيتنا اهداءكم التحيات، تتمنى أن تحظى هذه الملاحظات بعنايتكم واهتمامكم.

وتفضلوا بقبول الاحترام

الرئيسة

مها الخليل الشلبي

DISTRIBUTION DES PANNEAUX INDICATIFS

DE LA CONVENTION DE LA HAYE A TYR

	Nombre de panneaux
Entrées principales de la ville et Bass :	6
Tyr, cité antique	
le site archéologique mis à jour :	16
les deux ports :	3
entrée de la ville (Baouabé) :	3
Bourj :	1
Al-Aine :	1
Kharabe :	3
les deux Khan :	2
les deux mosquées :	2
l'Archevéché :	1
Résidence Mamlouk :	1
Bass site archéologique :	20
Rachidieh :	15
Ras El-Ain :	5
Bourj Chémali :	4
Maachouk :	3
Dare al-Bahir	1
Raméleh :	4
Hiram-Cana :	5
Sarafand	
la grotte préhistorique de Adloum :	2
la Nécropole :	3
le Tell (fouilles américaines) :	4 - 3
Kharayeb :	3

TYR

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE TYR

BUREAU EXECUTIF

Président d'Honneur :	Monsieur le Ministre Maurice SCHUMANN de l'Académie Française	(France)
Président :	Monsieur Jean LECLANT Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres	(France)
Vice-Président :	Monsieur l'Ambassadeur Paul BLANC	(France)
Secrétaire Général :	Madame Maha El-Khalil CHALABI	(Liban)
Trésorier :	Monsieur Jean MARIAUD de SERRES	(France)
Conseiller archéologique :	Monsieur Pierre AMIET Inspecteur Général Honoraire des Musées de France	(France)
Conseillers :	Monsieur l'Ambassadeur Camille ABOUSSOUAN	(Liban)
	Monsieur Wagih GHOUSSOUB	(Liban)

MEMBRES

Sir Philip ADAMS, KC, MG Director of Ditchley Foundation	(Royaume-Uni)
Prince Sadruddin AGA-KHAN	(Iran)
Princesse Sadruddin AGA-KHAN	(Iran)
Madame Hélène AHRWEILLER Ex-Présidente du Centre National d'art et de Culture Georges Pompidou	(France)
* Moulay Ahmed ALAOUI Ministre d'Etat	(Maroc)
* Dr. Najjah AL-ATTAR Ministre de la Culture	(Syrie)

35, AVENUE FOCH - 75116 PARIS - TEL : 331 / 45 00 20 14 - FAX : 331 / 45 00 20 15

S. Exc. Mr Bernard DORIN (France)
Ambassadeur de France

Monsieur Michel DROIT (France)
de l'Académie Française

Monsieur Maurice DRUON (France)
de l'Académie Française

The Rt. Hon. Lord DUNCAN-SANDYS, CH (Royaume-Uni)

Dean Robert DYSON, Jr. (Etats-Unis)
Director of the University Museum of Pennsylvania

* Dr. Mhamed Hassine FANTAR (Tunisie)
Directeur du Centre d'Etudes Phéniciennes Puniques et
des Antiquités Libyques - Institut National d'Archéologie et d'Art

Mr. Andrew FAULDS, PM (Royaume-Uni)

Mr. Bernard M. FEILDEN (Royaume-Uni)

Le Révérend-Père Jean FERRON (France)
Conservateur au Musée de Carthage

* Professore Francesco GABRIELI (Italie)
Presidente della Accademia Nazionale dei Lincei

Dr. John GALBRAITH (Etats-Unis)
Economist, Educator, Author

Mr le Ministre Georges GORSE (France)

Professor Oleg GRABAR (Etats-Unis)
Chairman of the department of Fine Arts, Harvard University

Dr. Roger GUILLEMIN (Etats-Unis)
Nobel Prize for Medicine
The Salk Institute (California)

* S.A.I.R. l'Archiduc Otto de HABSBOURG (Allemagne)
Député Européen

Prof. Dr. Rolf HACHMANN (Allemagne)
Universität des Saarlandes

The Earl of HAREWOOD (Royaume-Uni)

* S. Exc. Monsieur Pierre HARMEL (Belgique)
Ministre d'Etat

Lord HENNIKER, KC, MG (Royaume-Uni)
Ambassador

Mr Claude HURIET (France)
Sénateur de Meurthe-et-Moselle
Conseiller Général du Canton de Nancy Nord
Maire de Vroncourt

* Senator Claiborne PELL Chairman of the Committee on Foreign Relations United States Senate	(Etats-Unis)
* Doña Maria Del Carmen PEREZ DIE Directora del Museo Arqueológico Nacional (Madrid)	(Espagne)
Monsieur l'Ambassadeur Arturo Uslar PETRI	(Vénézuela)
Maître Louis-Edmond PETTITI Ancien Bâtonnier de l'Ordre Juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme	(France)
Dr. Calvin H. PLIMPTON, M.D American University of Beirut	(Etats-Unis)
The Hon. Dwight PORTER Ambassador of U.S.A.	(Etats-Unis)
Dr. James B. PRITCHARD Professor Emeritus, University of Pennsylvania Former President of the Archaeological Institute of America	(Etats-Unis)
Professor Jean-Paul REY-COQUAIS Université de Bourgogne	(France)
Madame la Princesse de ROBECH	(France)
Monsieur Emmanuel ROBLES de l'Académie Goncourt	(France)
Monsieur R. de ROO Ancien Conservateur en Chef des Musées Royaux d'Art et d'Histoire	(Belgique)
* Maître Paul W.L. RUSSEL	(Pays-Bas)
* Mrs Betty Hamady SAMS	(Etats-Unis)
Mr. James SAMS Former President of the Arab-American National Association	(Etats-Unis)
Monsieur Mircea SCARLAT Ecrivain, Homme de lettres	(Roumanie)
Baronne SEILLIERE	(France)
Monsieur le Président Léopold SEDAR SENGHOR de l'Académie Française Ancien Président de la République	(Sénégal)
Monsieur Roberti Di STEFANO Président de l'ICOMOS	(Italie)
The Hon. James W. SYMINGTON	(Etats-Unis)
* Monsieur le Ministre Pierre-Christian TAITTINGER	(France)

COMITÉ FRANÇAIS
POUR LA SAUVEGARDE
DE

TYR

BUREAU EXECUTIF:

Président d'Honneur
Monsieur le Ministre Pierre-Christian TAITTINGER

Président
Monsieur l'Ambassadeur Paul BLANC

Vice-Président
Monsieur le Bâtonnier Louis-Edmond PETTITI

Trésorier
Monsieur Jean MARIAUD de SERRES

Conseiller Archéologique
Monsieur Pierre AMIET

Secrétaire
Monsieur Pierre-Gilles GROMAND

MEMBRES

Madame Hélène AHRWEILLER
S. Exc. Madame Jacqueline BAUDRIER
Comte Robert de BILLY
Professeur Pierre BORDREUIL
Princesse Isabelle de BROGLIE
Dr. Annie CAUBET
Monsieur le Ministre Henri CLAUDEL
Commandant Jacques-Yves COUSTEAU
Monsieur le Ministre Alain DECAUX
Professeur Jean-Marie DENTZER
Monsieur Michel DROIT
Monsieur Michel DRUON
Madame Odette FALAIZE
Révérend Père Jean FERRON
Monsieur Victor FRANCO
Monsieur Olivier GERARD
Monsieur le Ministre Georges GORSE
Monsieur Gérald VAN DER KEMP
Mr l'Ambassadeur Paul-Marc HENRY
Baron Xavier de LASSUS SAINT-GENIES
Professeur Jean LECLANT
Professeur Jacques LE GOFF
Monsieur Jean MAZEL
Madame Sylvia MILLIEZ
Professeur André MIQUEL
Monsieur Jean d'ORMESSON
Professeur Jean-Paul REY-COQUAIS
Princesse de ROBECH
Monsieur Emmanuel ROBLES
Mr le Ministre Maurice SCHUMANN
Professeur Maurice SZNYCER
Monsieur le Ministre Bernard STASI
Monsieur Alain TOURAINE
Monsieur l'Ambassadeur François VALERY
Monsieur le Doyen Georges VEDEL
Professeur Ernest WILL

SIÈGE : 35, AVENUE FOCH - 75116 PARIS - TEL : 331 / 45 00 20 14 - FAX : 331 / 45 00 20 15
Association régie par la loi du 1er Juillet 1901, déclarée à la préfecture de police le 4 Mai 1982 et enregistrée sous le N° 82/1347, J.O. 18-05-82

اللجنة الدولية للمحافظة على مدينة صور

الجمهورية اللبنانية

مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

اعضاء الجمعية الدولية لحماية صور - لبنان -

اعضاء شرف:

معالي الوزير موريس شومان - من الاكاديمية الفرنسية - فرنسا
البروفسور جان لوكلان - السكرتير الاول لاكاديمية الاداب والفنون الجميلة - فرنسا
معالي الوزير بيار كريستيان تيتانجيه - فرنسا
سعادة السفير بول بلان - فرنسا
العميد الاستاذ لويس ادمون بتيتي - قاض في قصر العدل الاوروبي لحقوق الانسان
البروفسور بيار أميه - العاديات الشرقية في متحف اللوفر - فرنسا
الاستاذ بيار جيل كرومون - رجل اعمال - فرنسا
الاستاذ جون ماريو دي سير - مستشار في شؤون الشرق الاوسط - فرنسا

الهيئة الادارية:

الرئيس	: السيدة منى الخليل شلش
نائب الرئيس	: معالي الشيخ بيار الخوري
امين الصندوق	: الاستاذ بيار نصرالله
امين السر	: الدكتور حيان حيدر
مستشار قانوني	: الاستاذ اميل بجاني

الاعضاء:

رئيس اللجنة الوطنية لليونيسكو: الدكتور حبيب ابو حيدر
سعادة محافظ الجنوب
مدير عام الآثار

الاستاذ نديم ابو حمد ذي طرازي	الدكتورة هلغا زيدن
الدكتور فادي اسطفان	الدكتورة نور سلمان
الدكتور محمود امهز	السيدة هدى سنو
الدكتور كمال بحصلي	معالي الدكتور رفيق شاهين
الدكتورة ليلى بذر	الدكتورة هلن صادر
الاستاذ سنان براج	السيد معن عرب
الدكتور حارث بستاني	الاستاذ جو عيسى الخوري
السيدة كلير جبيلي	السيد محمد مشنوق
الدكتور صبحي جرمانوس	الاستاذ رضوان مولوي
السيدة نيكول حرفوش	الدكتور البير نقاش
الانسة ريم الخليل	السيد فؤاد ثابت
السيدة اندريه داغوق	

بيروت: الرملة البيضاء، بولفار الحريري، بناية صبّان، الطابق الخامس - صندوق بريد: ٢٤٦٦ - بيروت، لبنان
تلفون: ٨٦١٥٥٣-١-٩٦١ - فاكس: ٨٦١٥٥٤ - ١ - ٩٦١

UNESCO

CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SAUVEGARDE

TYR
LIBAN

PATRIMONIO MUNDIAL · WORLD HERITAGE · PATRIMOINE MONDIAL

TYR PEUT ÊTRE SAUVÉE

Tyr, nom mythique s'il en est, évocateur de grandes voiles sur les mers, de pourpre et de cèdre, de pierre blonde et de bronze, de richesse et de puissance. Nom qui s'enchaîne irrésistiblement à d'autres - Sidon, Arvad, Carthage, mais aussi Europe, Hiram, Didon, Alexandre, Nabuchodonosor ... Peu de cités au monde engendrèrent tant de rêves, d'aventures et de légendes.

Celle qu'Ezéchiel maudit parce que trop belle et orgueilleuse, que reste-t-il d'elle maintenant? Des vestiges au bord de l'eau, rongés par le temps et dégradés par les hommes. La voix des poètes s'est tue. La guerre, la «modernité» vont accomplir la prophétie.

Cela ne doit pas être. Tyr peut être sauvée. Certes, nous ne pouvons faire revivre sa splendeur passée, mais nous pouvons la préserver de l'oubli, rendre aux pierres endormies l'écho des louanges qui les berçaient, porter témoignage d'un passé qui nous a façonnés. C'est vers ce but que nous devons tendre, ensemble, afin que nul ne puisse dire, à l'avenir, que nous avons laissé s'achever la Complainte sur la ruine de Tyr. Notre mémoire recouvrée peut aussi nous aider à dessiner notre futur, responsables que nous sommes du paysage que nous laisserons, dans l'équilibre, et non dans la rupture.

Federico Mayor
Directeur Général de l'UNESCO
1996

TYR
Cinq millénaires d'histoire

Tyr était bâtie sur une île rocheuse qui fut reliée à la terre ferme par Alexandre le Grand lorsqu'il décida de conquérir la ville en 332 avant J.-C.

Connue pour sa beauté - Dionysos lui-même fut émerveillé en la visitant «Je n'ai jamais contemplé de telles beautés ...Ô ville chérie du monde!» - Tyr a derrière elle une très longue et riche histoire. Occupée au moins depuis le troisième millénaire avant notre ère, c'est grâce aux papyrus égyptiens, aux lettres d'el-Amarna et aux tablettes d'Ougarit, que beaucoup de données nous ont été transmises. La Bible nous dit que le roi Salomon, s'apprêtant à bâtir le Temple de Jérusalem, s'adressa au roi de Tyr, Hiram, pour lui acheter le bois - les fameux cèdres du Liban - et pour lui demander ses spécialistes pour le travail de ces bois.

Glorieuse cité phénicienne, elle fonda des établissements jusqu'aux extrémités de la Méditerranée. Elle abrita tour à tour les Phéniciens, les Assyriens, les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Arabes, les Croisés et les Ottomans, et sut tirer partie de leurs apports successifs, tout en maintenant son identité et son originalité propres.

Dès 1980, l'UNESCO a pris des mesures en vue de la protection des biens culturels de Tyr à la demande du Gouvernement du Liban. Après son inscription sur la Liste du patrimoine mondial, c'est en décembre 1987 qu'a été lancée par le Directeur général de l'UNESCO l'Alerte Patrimoine pour la sauvegarde de Tyr.

ALERTE PATRIMOINE POUR LA SAUVEGARDE DE TYR (extraits)

pour la protection, la restauration et la mise en valeur du site archéologique de Tyr et de ses environs

Tyr est sans doute l'une des plus anciennes métropoles du monde. Dès le premier millénaire avant l'ère chrétienne, des navigateurs phéniciens fondent les comptoirs d'Utique, de Carthage, de Nora et de Sulcis, créant ainsi autour de Tyr un véritable empire commercial, possédant le quasi-monopole des échanges maritimes en Méditerranée et, le long de la côte atlantique, du Pays de Galles à l'Afrique.

Mais tels ne sont pas les seuls titres de gloire de la ville. L'invention de l'alphabet, copié et adapté ensuite par les Grecs, n'est-elle pas attribuée à Cadmos, ancêtre du peuple de Tyr? Sa soeur Europe a donné son nom à un continent. Et c'est aux Phéniciens que l'on doit la découverte de la pourpre, devenue couleur symbole des rois.

Mais grandeur et prospérité ont souvent alterné avec épreuves et malheurs. La ville a subi plusieurs sièges - dont ceux de Nabuchodonosor et d'Alexandre - et connu des conquêtes successives qui l'ont toutes affectée. Presque totalement détruite, elle ne sera que partiellement reconstruite au XVIIIe siècle - sans jamais retrouver sa gloire passée.

De superbes vestiges témoignent cependant de son ancienne grandeur et de l'influence qu'elle a pu exercer sur les civilisations méditerranéennes. Ces vestiges sont aujourd'hui en grand danger.

Tyr est une fois de plus menacée. Non seulement du fait des opérations de guerre, qui infligent souffrances et destructions à l'ensemble du Liban, mais aussi du fait d'une modernisation peu respectueuse de l'harmonie des sites. La démolition de murs et de monuments au profit de nouveaux bâtiments et de nouvelles routes, les fouilles clandestines et le pillage d'objets de valeur alimentent un trafic illicite, conjugués aux bouleversements provoqués par les combats, font que, peu à peu, se perdent des richesses irremplaçables et avec elles, les traces de l'histoire dont elles sont les derniers témoins.

Le gouvernement du Liban a décidé, en conséquence, de solliciter le soutien de la communauté mondiale pour entreprendre une Campagne internationale de sauvegarde des principaux sites archéologiques de Tyr, qui figure sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1985.

En lançant aujourd'hui une Alerte patrimoine pour Tyr, j'en appelle à tous ceux qui se sentent profondément concernés par le sort de ce site exceptionnel, pour qu'ils sensibilisent l'opinion mondiale en danger que court le patrimoine historique de la ville et qu'ils unissent leurs forces en vue de lui éviter tout nouveau dommage, toute nouvelle déprédation, jusqu'à ce que l'Etat du Liban soit en mesure d'entreprendre les actions nécessaires à sa préservation et à sa restauration.

La population et le Gouvernement du pays ont certes la responsabilité première de veiller à l'intégrité du patrimoine de Tyr. Mais la communauté internationale doit de son côté, en liaison avec les autorités nationales, les y aider par la préservation de l'inviolabilité du site, en empêchant le transfert et en décourageant l'écoulement des objets illégalement acquis. Le concours des organisations internationales, des gouvernements, des musées et des spécialistes de l'art, est essentiel à cet égard.

Tous ensemble, faisons en sorte que le monde prenne conscience de la place qu'occupe Tyr dans son passé commun, mais aussi dans son avenir commun. Faisons en sorte que chacun, au Liban mais aussi dans le reste du monde, sache les dangers qui menacent ce site. Et qu'il participe à l'effort commun en vue de sa protection et de sa préservation pour les générations futures.

Amadou-Mahtar M'Bow
1987

UNE SITUATION D'URGENCE

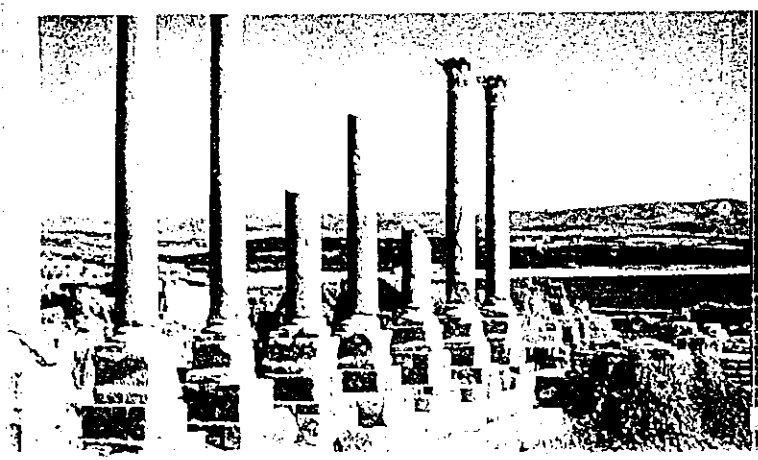
Malgré l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et la perspective d'une campagne internationale de sauvegarde, le site archéologique de Tyr et son environnement, déjà très endommagés par des facteurs aussi bien naturels qu'humains, risquent une dégradation irrémédiable et la disparition à jamais des vestiges. La mobilisation du plus grand nombre d'organismes, d'institutions et de personnes est nécessaire afin d'éviter l'aggravation des dommages.

Les mesures prioritaires urgentes pour 1998-1999

- Les fouilles préventives des sites menacés
- La conservation des vestiges déjà mis au jour du «City-Site»
- La conservation et la mise en valeur de la basilique paléochrétienne
- Le relevé systématique de la zone archéologique de Tyr
- La création d'un centre de documentation et de conservation
- L'amélioration des conditions de stockage des collections

Les différentes causes de dégradation des vestiges

- Les conditions climatiques propres à la région
- L'érosion due aux vents de sable
- Les guerres
- La pression démographique
- Les constructions sauvages
- Le manque de planification pour le développement
- Le vandalisme
- Les fouilles clandestines
- Les difficultés financières



Participez avec l'UNESCO à son action internationale pour la sauvegarde de

TYR
LIBAN

Pour toute information contacter :

Division du Patrimoine culturel
Maison de l'UNESCO
1, rue Miollis, 75015 Paris, France
Tél. : (33-1) 45.68.45.06
Fax : (33-1) 45.68.55.96

Compte spécial de la Campagne internationale de sauvegarde de Tyr

UNESCO

LES FOUILLES PREVENTIVES

Le centre historique de la vieille ville de Tyr a souffert pendant les années de guerre, non seulement de l'abandon des sites, mais également des constructions sauvages, d'une densification et d'une expansion urbaines incontrôlées.
Les autorités entendent apporter aujourd'hui un nouveau dynamisme au développement de la ville de Tyr, ce qui pose de manière urgente le problème de l'aménagement de l'espace et l'inventaire du potentiel archéologique. Le caractère et la richesse exceptionnels de Tyr imposent des sondages ponctuels ainsi que des fouilles préventives afin de gérer et de préserver les derniers témoins archéologiques encore enfouis dans le sol.

Dans un premier temps, trois sites bien définis nécessitent une intervention immédiate :
- la zone au sud du site Al Bas
- le site de Shawakir
- le long du tracé de la future autoroute Saida-Nakoura

Coût estimé du projet :.....$47.000

LE RELEVE SYSTEMATIQUE DE TYR ET DE SON ENVIRONNEMENT

La région de Tyr est extrêmement riche en vestiges archéologiques.

Ce projet vise à une étude détaillée et systématique du potentiel archéologique par des relevés topographiques et des sondages ponctuels, tant pour la recherche scientifique en complétant la carte archéologique, que pour la coopération avec les promoteurs afin d'éviter la destruction irrémédiable des vestiges enfouis.

Coût estimé du projet :.....$65.000

LA CONSERVATION DU «CITY-SITE» (projet pilote)

Situé au bord de la mer, le site a été pensé de manière à donner au voyageur venant de la mer une impression grandiose.

Cette immense zone, fouillée sur plus de 200.000 m2 à plusieurs niveaux, est à la fois spectaculaire et particulièrement complexe pour la compréhension de l'articulation des monuments.

Etant aujourd'hui dans un état avancé de délabrement, sa conservation revêt un caractère d'urgence.

Ce projet répond à deux objectifs majeurs : réétudier le site et sauvegarder les monuments et vestiges archéologiques, en :

- produisant une nouvelle planimétrie et une réinterprétation des monuments, comprenant des opérations de nettoyage et des sondages stratigraphiques ponctuels ;
- dressant un bilan des pertes subies ;
- formulant et en mettant en oeuvre une stratégie de conservation et de restauration des monuments ;
- publiant un rapport et des brochures, ainsi que des tableaux explicatifs du site .

Coût estimé du projet :.....$80.000

LA BASILIQUE PALEOCHRETIENNE

Cette basilique, mise au jour en 1995 lors du creusement des fondations pour la construction d'un immeuble d'habitation, est de la plus grande importance sur le plan historique comme pour la connaissance de l'archéologie chrétienne du pays.

C'est la première église urbaine de grande taille découverte au Liban d'une qualité monumentale exceptionnelle. La grande quantité de matériel neuf importé en premier emploi, les sols en opus sectile de qualité employant une grande variété de marbres de couleur et de nombreux témoins d'un décor très diversifié donnent une idée de sa richesse.

L'état de conservation des installations liturgiques et funéraires est remarquable. Cette basilique est un monument à 3 nefs et à étage de grande dimension, dont sont visibles actuellement la nef centrale, le bas-côté nord ainsi qu'une galerie latérale pavée d'opus sectile, bordée par un portique.

L'existence de deux chœurs opposés prouve que la basilique appartient à un type assez rare en Orient.

Le projet vise à préserver et à mettre en valeur les vestiges de la basilique et à la rendre accessible, d'une manière compréhensible, au grand public, par:

- la construction d'un abri la protégeant des immeubles modernes adjacents ;
- la conservation du site ;
- les fouilles supplémentaires de contrôle ;
- le redressement des éléments écroulés ;
- la construction d'un passage pour les visiteurs ;
- la publication d'un rapport, de brochures et de tableaux explicatifs du site.

Coût estimé du projet :.....$80.000

LA CREATION D'UN CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE CONSERVATION

La bonne gestion des opérations archéologiques et de sauvegarde du site de Tyr nécessite un lieu de travail et de stockage permanent regroupant toutes les informations disponibles ainsi que les objets provenant des fouilles et des découvertes fortuites.

CENTRE PERMANENT : permettra de regrouper en un seul lieu toute la documentation écrite, graphique et photographique pour étude et consultation. Le bâtiment proposé à cet effet, «l'Ecole anglaise», construit en 1916, appartient déjà à la Direction générale des antiquités et est situé au coeur de la vieille ville à proximité des sites archéologiques. La Direction générale des antiquités a obtenu le financement pour la rénovation du bâtiment.

Coût estimé du projet :.....$100.000

MATÉRIEL INFORMATIQUE : l'enregistrement et la gestion des données provenant des fouilles anciennes ainsi que la mise à jour de la carte archéologique et des nouveaux plans nécessitent à la fois un matériel informatique performant et un matériel de travail parallèle (téléphone, fax, photocopieuse ...).

Coût estimé du projet :.....$45.000

DOCUMENTATION : afin de permettre une future recherche scientifique, le Centre permanent doit disposer d'une bibliothèque et d'archives comportant toute information relative à Tyr, accompagnée du matériel de comparaison adéquat, des publications et des archives non encore publiées.

Coût estimé du projet :.....$25.000

L'ETUDE DES COLLECTIONS ET L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE STOCKAGE

Les objets provenant des fouilles de Tyr et de ses environs sont actuellement disperses dans quatre lieux différents, à Tyr et au Musée National à Beyrouth.

Les entrepôts de Tyr sont en extrêmement mauvais état et requièrent une intervention urgente qui doit porter sur le nettoyage, l'inventaire et la conservation des objets. Ce projet doit être terminé avant le début de toute nouvelle fouille.

Les objets seront par la suite regroupés et étudiés dans le centre permanent de Tyr.

Coût estimé du projet :.....$60.000

DES PROJETS A REALISER AU-DELA DE L'AN 2000

Dans ce document ont été présentées les actions prioritaires prévues pour les deux années à venir. Leur réalisation permettra, dès l'an 2000, la mise en oeuvre du plan à moyen terme portant, plus en détail, sur :

- la continuité des projets décrits ;

- la sauvegarde et la mise en valeur
  - *des sites du centre historique de Tyr :
    - la nécropole Al Bas
    - l'hippodrome et ses annexes

  - *des sites des environs de Tyr :
    - Ras el Ayn
    - l'aqueduc
    - Jell El Bahr
    - Nabaah
    - Tell el Rachidiyeh

- les diagnostics et l'analyse des besoins en matière de gestion des visiteurs ainsi que la mise en oeuvre d'un plan global pour le développement du tourisme.

29 C/5

Conférence générale
Vingt-neuvième session
Paris 1997

Projet de programme et de budget

1998-1999

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Programme III.1

Stratégie à moyen terme, paragraphes 119 à 133

Préservation et mise en valeur du patrimoine culturel et naturel

03007 Budget ordinaire : $ 10 377 100 - Extrabudgétaire : $ 30 100 000

Promouvoir une approche intégrée de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, qui concilie les impératifs de la conservation et les exigences du développement ; renforcer à cet effet les capacités endogènes et la participation des communautés locales aux efforts de revitalisation

III.1.1 Sauvegarde et revitalisation du patrimoine matériel et immatériel

03008 Budget ordinaire : $ 5 874 000 - Décentralisation : 43,4 %

Antécédents

03009 *Tout en continuant d'apporter son assistance aux États membres pour les aider à adapter leurs législations aux normes internationales concernant la protection du patrimoine culturel, l'UNESCO s'est engagée dans la préparation d'un instrument sur le patrimoine culturel subaquatique et a entrepris d'examiner les mesures additionnelles susceptibles de renforcer la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Une collaboration très étroite avec UNIDROIT a conduit, au bout de dix années d'efforts, à l'adoption d'une Convention sur les biens culturels volés ou illicitement exportés. Des interventions spécifiques menées notamment au Cambodge et en Asie centrale ont en outre permis — par l'élaboration de législations nationales et une formation appropriée des douaniers et des policiers — de réduire considérablement le trafic illicite des biens culturels. Dans le cadre des opérations de sauvegarde, l'accent a été mis, avec succès, sur la mobilisation de fonds pour la protection de sites jugés prioritaires. La campagne internationale pour la sauvegarde de Moenjodaro (Pakistan) a été achevée et deux campagnes — Antigua (Guatemala) et Istanbul-Göreme (Turquie) — ont été réactivées. L'UNESCO a par ailleurs dû faire face à de nombreuses situations d'urgence — qu'il s'agisse de la Bosnie-Herzégovine, de la Palestine ou des monuments d'Angkor — et son action a permis de coordonner l'assistance offerte par les différents pays et les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales. Dans le domaine de la planification préalable contre les risques, l'accord s'est fait sur un certain nombre de recommandations, de principes directeurs et de plans d'action, tandis que la coopération avec de nouveaux partenaires, la Banque mondiale en particulier, a permis de mieux intégrer le patrimoine à la vie économique et sociale des communautés. De nouvelles activités de sensibilisation et de conscientisation ont été entreprises, visant plus particulièrement les jeunes, avec la création d'un « réseau d'universités » et l'organisation de camps de jeunes en Ouzbékistan, à Cuba, au Mexique et en Chine.*

||→

Sensibiliser aux valeurs inscrites dans le patrimoine

03014 Pour sensibiliser les spécialistes et le grand public aux valeurs éthiques inscrites dans leur propre patrimoine et dans celui des autres cultures, on encouragera la mise au point de stratégies comportant l'établissement de directives techniques, la mise en place de réseaux et l'élaboration de programmes et de matériels d'éducation non formelle (tirant parti des technologies interactives). L'on veillera plus particulièrement à sensibiliser davantage le public, les jeunes surtout, à la richesse du patrimoine immatériel : outre le soutien à l'organisation de festivals des arts traditionnels et populaires, l'UNESCO poursuivra la publication de ses collections consacrées à la musique traditionnelle, aux arts traditionnels du spectacle et au patrimoine immatériel des minorités. Ces activités s'accompagneront d'un effort de mobilisation de ressources humaines, notamment par l'entremise du Programme des volontaires culturels (en étroite collaboration avec les Volontaires des Nations Unies et les ONG exerçant leur activité dans ce domaine), par des campagnes de promotion soigneusement ciblées, par la création de comités de soutien du patrimoine culturel, par le renforcement du réseau Forum UNESCO-Université et Patrimoine, et par l'ouverture de chantiers de jeunes.

Opérations de sauvegarde d'urgence et de restauration. Campagnes internationales de sauvegarde

03015 L'intervention englobe à la fois les opérations de sauvegarde d'urgence concernant notamment les fouilles archéologiques et l'art rupestre et la restauration du patrimoine local et national. L'action d'urgence sera centrée sur la limitation des dégâts après une catastrophe ou un conflit (par exemple en Bosnie, au Cambodge dans le secteur d'Angkor en particulier, et en Palestine), y compris la reconstitution des collections dispersées. L'accent sera mis sur la multiplication des moyens d'intervention rapide et le déploiement des équipes d'experts des « Boucliers bleus ». L'UNESCO continuera aussi d'aider les Etats membres à établir et exécuter des plans de sauvegarde et des projets de restauration prenant en compte les besoins de la maintenance à long terme. Priorité sera donnée au lancement de la campagne internationale en faveur de Tyr (Liban) et à l'achèvement de la phase finale de la campagne en faveur des monuments et sites d'Ethiopie. Les activités relevant d'autres campagnes (Bangladesh, Fès, Gorée, Guatemala, La Havane, Huê, Istanbul, Katmandou, Malte, Musée de Nubie, Sanaa et Shibam, Sri Lanka et Venise) seront poursuivies. L'Organisation s'efforcera d'établir de nouveaux partenariats avec des fondations et des fonds, tels que le World Monuments Fund, et avec le secteur privé.

III.1.2 Promotion de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel

03016 Allocation financière : $ 4 503 100- Décentralisation : 5.9 %

Antécédents

03017 *Le Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial a été créé en 1992 afin de favoriser le respect et une mise en œuvre plus efficace de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Le Centre a été chargé de promouvoir une approche transdisciplinaire intégrée de la conservation du patrimoine culturel et naturel présentant un intérêt exceptionnel et une valeur universelle. Des progrès importants ont été accomplis dans cette direction.*

03018 *Le Centre, travaillant en collaboration avec les organes consultatifs créés par la Convention (ICCROM, ICOMOS et UICN) et avec les secteurs et unités de l'UNESCO compétents, a contribué à donner à l'Organisation un rôle prépondérant dans la redéfinition des notions de patrimoine culturel et naturel, ainsi que d'authenticité et*

Coopération avec les sources de financement extrabudgétaires

03040 L'UNESCO renforcera son partenariat avec les institutions multilatérales et bilatérales, publiques et privées, pour la mise en œuvre d'activités et de projets ayant trait aux deux piliers du grand programme III : préservation et revitalisation du patrimoine, et promotion des cultures vivantes.

03041 S'agissant du patrimoine, l'UNESCO renforcera sa coopération avec les institutions bilatérales habituelles et les institutions multilatérales telles que le PNUD et l'UNEP, la Banque mondiale et les banques régionales de développement, pour la mise en œuvre de projets portant en particulier sur la revitalisation des centres historiques urbains, la préservation des sites naturels et culturels, inscrits ou non sur la Liste du patrimoine mondial, la transmission de la culture traditionnelle par le biais du programme « Trésors humains vivants » et le renforcement de réseaux d'institutions spécialisées dans le domaine des cultures traditionnelles et populaires. L'UNESCO continuera également son action en vue de mobiliser des fonds publics et privés au bénéfice des campagnes internationales de sauvegarde en cours ou qui seront lancées pendant le biennium, notamment celle en faveur de la ville de Tyr. De nouveaux partenariats seront par ailleurs recherchés avec des fondations privées et des fonds tels que le Fonds mondial des monuments.

03042 Pour ce qui est du second pilier — promotion des cultures vivantes — l'UNESCO mettra en œuvre une série d'activités, en coopération avec les différents bailleurs de fonds bilatéraux et d'autres institutions telles que l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et diverses fondations privées, en vue de créer les conditions propices au développement d'industries culturelles locales (livre, cinéma, musique, audiovisuel, multimédia, etc.), d'appuyer des festivals de musique, théâtre et cinéma, notamment en Afrique et dans les Caraïbes, de renforcer la formation des artistes aux nouvelles technologies de l'information et d'encourager les initiatives nationales ou régionales destinées à assurer la préservation du patrimoine filmique.

03043 L'UNESCO fournira par ailleurs des services d'appui technique à la formulation et à l'exécution de projets qui correspondent aux priorités du grand programme III et qui coïncident avec la politique des institutions multilatérales et bilatérales, tels que la revitalisation des centres historiques urbains, la préservation de sites naturels, le développement des industries culturelles et la promotion de la créativité. Les fonds-en-dépôt resteront une modalité privilégiée de mise en œuvre de ces projets.

أيار، ١٩٩٧

الاضرار التي يُسببها المخطط الحالي لاتوستراد الجنوب وكيفية تفادي هذه الاضرار، خاصة في ضواحي مدينة صور

الخلاصة

١- يمر التخطيط الحالي لمسار لاوتوستراد بمساحة تُقدّر بـ ٤٠٠٠ دونم من افضل الأراضي الزراعية المغروسة بالبساتين، ويقطع حوالى ٦٠،٠٠٠ شجرة حمضيات وموز وسرو وغيرها، فيسبب خسارة تراثية وبيئية وزراعية واقتصادية لا تُعوض.

٢- ان الخسارة الاقتصادية والبيئية والزراعية التي يمكن ان تنتج عن المخطط الحالي للاوتوستراد تقدر بمئات الملايين من الدولارات كما أن المردود السنوي للبساتين التي سيقتلعها فيقدر بعشرات الملايين من الدولارات.

٣- إن أهم خسارة يسببها المسار الحالي للاوتوستراد تتمثل بإزالة مناطق أثرية وتراثية وتاريخية ذات أهمية ثقافية عالمية وسياحية لا تقدر بثمن، خصوصا في ضاحية مدينة صور الممتدة على الساحل بدأ من نهر الليطاني شمالاً وحتى جنوب رأس العين جنوباً.

٤- كما أن المسار الحالي للاوتوستراد يقطع التواصل بين شطري مدينة صور القديم والجديد، ويعرقل تطورها وامتدادها المديني الطبيعي، وتطور السياحة فيها، كما يعرقل الحفاظ على الآثار ضمن منطقة محددة ومتواصلة ومحمية بشكل صحيح.

٥- لكل ذلك يجب تعديل مسار الاتوستراد الى شرق التخطيط الحالي بحيث يمر في مناطق تخفف من الأضرار المذكورة، وذلك بهدف الحفاظ على الثروة الوطنية، الاقتصادية، والبيئية، والزراعية، والأثرية، والتراثية، خاصة في المنطقة المحيطة بمدينة صور. (كما هو موضح في الخرائط المرفقة).

التفاصيل

١- ان المخطط الحالي لهذا الاتوستراد مع توابعه ومتفرعاته يمر في ما ما يزيد على -/٤٠٠٠ دونم (أو ٤,٠٠٠,٠٠٠ م^{٢}) من **افضل واخصب الاراضي الزراعية الساحلية في الجنوب**، وربما في لبنان.

٢- ان القسم الاكبر من المساحات التي سيستهلكها، حسب المخطط الحالي، هي الآن بساتين حمضيات وموز، **وتعتبرهذه البساتين من اهم واكثر بساتين الحمضيات والموز انتاجاً في لبنان**، حيث تم غرسها وتنميتها على مدى عدة اجيال، وتدرّ مداخيل اساسية على الاف العائلات الجنوبية، **بالاضافة الى اهميتها البيئية والانسانية.**

٣- ان المسار الحالي للاوتوستراد الذي يقع قسم كبير منه ضمن هذه البساتين يؤدي الى **قطع ٦٠،٠٠٠ألف شجرة مثمرة** وسيقضي أيضاً على العشرات **من المنازل والبيوت السكنية والحدائق والمنشآت الزراعية ومشاريع الري التي انشأها اصحاب البساتين والسكان المتواجدين في هذه المناطق عبر الاجيال**، وتشكل هذه المنشآت ثروة وطنية وانسانية وبيئية لا يمكن تعويضها.

٤-عندما يمر الاوتوستراد في هذه البساتين فانه **يخرب الكثير من منشآت الري القائمة فيها فلا تعود تصلح للزراعة**، كما لا يُسمح باقامة اية مباني اخرى عليها لقربها من هذا الاوتوستراد المقفل. وبالاضافة، فان قسم كبير من هذه الاراضي قد جرى تصنفيها كأراض زراعية فقط، ولكنها لن تعود تصلح لا للزراعة ولا لأية اغراض اخرى مجدية اقتصاديا، **وبذلك تتضاعف الخسارة الاقتصادية للجنوب.**

٥- **ان قيمة انتاج البساتين التي ستزال يقدر بحوالي ١٠ ملايين دولار سنويا**، ومعظم هذا الانتاج هو من الموز والحمضيات، الذي يصدّر قسم مهم منه الى الخارج،.فتصبح الخسارة مزدوجة، خسارة الثروة الوطنية وخسارة في الدخل القومي.

٦- ان هذه الخسارة الزارعية والاقتصادية والبيئية لا يجري تعويضها بشكل عادل، لان **قانون الاستملاكات الحالي يسمح للدولة بان تحصل على ربع العقار مجاناً** (ما يسمى بالربع المجاني) وذلك على اعتبار ان الاتوستراد يُحسن الارض التي يمر فيها، لكن هذا الاتوستراد مقفل ولا يسمح بالانشاءات على جوانبه ولا يفيد صاحب الارض مطلقاً بل العكس تماماً. وبالاضافة إلى ذلك، فان نسبة تعويضات الاستملاكات الزهيدة الحالية تعتبر بمثابة **اعتداء على الاملاك الخاصة أو تأميم قسري يُفقر قسم كبير من اهالي الجنوب**، ولا يُمكنهم من إنشاء بساتين جديدة.

٧- ان المخطط الحالي **لمسار الاتوستراد سيمحي الى الابد مناطق اثرية وتراثية وتاريخية مهمة**، وخاصة تلك الواقعة في **ضواحي مدينة صور** بدءاً من القاسمية شمالا وحتى رأس العين جنوبا، اذ انه يمر فوق آثار فينيقية ويونانية ورومانية منها قناطر المياه بين رأس العين والمعشوق وصور.

٨- ان مرور الاوتوستراد **في مناطق قريبة جدا من مدينة صور يفصل هذه المدينة ويشطرها عن كل ضواحيها وامتداداتها الطبيعية.**

٩- تقدّر جميع **الخسائر المادية المباشرة التي يسببها المسار الحالي** لهذا الاوتوستراد، **بمئات الملايين من الدولارات.** اما الخسائر غير المباشرة على المدى الاطول فهي تفوق هذا المبلغ بأضعاف لما له من آثار سيئة على مختلف الاصعدة بما في ذلك الحركة الاقتصادية وتشغيل اليد العاملة الزراعية وصناعة توضيب ونقل وتصدير وتسويق الحمضيات.

١٠- ان تخطيط الاوتوستراد الحالي في المناطق السهلية لا يوفر في كلفة انشائه إلاّ في المدى القصير جداً، اذ ان الاكلاف التي سيتكبدها الوطن والمواطن، المباشرة وغير المباشرة، الآنية وطويلة الامد، كلها تشير **الى غياب الاحتساب الاقتصادي الصحيح، وغياب الاهتمام بالاولويات الحيوية، وعدم أخذ جميع الخسائر الاقتصادية والزراعية والانسانية والبيئية التي يسببها** هذا المُخطط بعين الاعتبار.

١١- ان الكلفة الاضافية التي قد تترتب على اعادة دراسة المخطط الحالي لنقله الى شرق المسار الحالي، تبقى زهيدة جداً نسبة الى الاضرار التي سيسببها الاستمرار بالمخطط الحالي، حتى لو مرّ الاوتوستراد في بعض مناطق التلال والوديان شرق السهل الساحلي لجنوب لبنان، **إذ أن نقل الاوتوستراد شرقاً يوفر من كلفة الاستملاكات بالاضافة الى التخفيف من الاضرار المختلفة المذكورة اعلاه.**

١٢- كما ان تحويل مسار الاوتوستراد الى مناطق تقع شرق التخطيط الحالي، يحافظ على **الاثار المتبقية في ضواحي مدينة صور ويحيي مناطق جديدة إذ يفسح المجال امام تقدمّها الاقتصادي والزراعي والصناعي والسياحي،** مما يدفع عجلة الاقتصاد الى الامام، **ويخفف من الاكتظاظ السكاني في المناطق الساحلية.**

١٣- وفي مطلق الاحوال هناك حاجة ماسة الى **تعديل قانون الاستملاك الحالي بحيث يجري الغاء الربع المجاني المجحف، واعطاء نسبة تعويضات عادلة** على البساتين التي يمر بها الاوتوستراد والتي يجب أخذ ما فيها من منشآت مكلفة بعين العتبار، وبذلك يستطيع المواطن ان يقوم **باستصلاح وانشاء وتطوير وغرس بساتين جديدة.**

١٤- ان الاولويات الحيوية للتخطيط الجديد المطلوب للاوتوستراد يجب ان تتوخى **المصلحة الوطنية العليا، وهي في الاساس مصلحة البشر وموارد ارزاقهم، وحماية ملكيتهم الخاصة، وتشجيعهم على الاستثمار الزراعي، والمحافظة على البيئة والتراث والآثار والتاريخ خاصة في المنطقة المحيطة بمدينة صور** وكذلك **فان الهدف الآخر هو اعادة ثقة أهل الجنوب بالدولة وعدالتها وانصافها لجميع الناس على السواء.**

ورُبّ من قال: إن "العدل اساس الملك".

المؤتمر العام
الدورة الرابعة والعشرون، باريس ١٩٨٧

٢٤ م

24 C/104
٢٤ م / ١٠٤
باريس ١٩٨٧/٩/١٠٠
الأصل : انجليزى

البند ٥٫٥ من جدول الأعمال المؤقت

استراتيجية من أجل برنامج الحملات الدولية لانقاذ الجوانب الهامة من التراث الثقافى المشترك للانسانية

ملخص

درس المجلس التنفيذى فى دورته السادسة والعشرين بعد المائة التقرير المرحلى للمدير العام بشأن التقدم المحرز فى تنفيذ التوصيات الواردة فى الدراسة المتعمقة الخاصة بالحملات الدولية لصون التراث الثقافى للانسانية (١٢٦ م ت / ٢٠)، وهو مرفق كملحق لهذه الوثيقة . ويرد فى هذا التقرير المرحلى النهج الذى يقترحه المدير العام لتنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة، واستعراض للحملات الجارية ولادارة البرنامج فى المستقبل . وبعد أن قام المجلس التنفيذى باستعراض التقرير رحب بالنهج المقترح فيه . ووافق على استراتيجية البرنامج وعلى المخطط النموذجى لعملية تنفيذ حملة دولية الواردين فى التقرير ، وقرر أن يعرض هذا التقرير على الدورة الرابعة والعشرين للمؤتمر العام لاعتماد استراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية (كما وردت فى الملحق الثانى للتقرير) باعتبارها وثيقة توجيهية .

القرار المطلوب : الفقرة ٦

١ - اعتمد المجلس التنفيذى فى دورته الثانية والعشرين بعد المائة الاستنتاجات والتوصيات الواردة فى الدراسة المتعمقة لحملات الانقاذ الدولية (١٢٢ م ت / ل خ / تقرير / ١ منقحة) التى أعدتها لجنته الخاصة ، ودعا المدير العام الى اتخاذ التدابير اللازمة لضمان تنفيذ توصيات اللجنة . وفى الدورة الرابعة والعشرين بعد المائة للمجلس التنفيذى قدم المدير العام تقريره الأول عن التقدم المحرز فى هذا الصدد (١٢٤ م ت /٢٠) .

٢ - أما التقرير المرحلى الثانى (١٢٦ م ت / ٢٠) المرفق كملحق لهذه الوثيقة فقدم الى المجلس التنفيذى فى مايو / أيار ١٩٨٧ ، وتضمن الموضوعات التالية لكى ينظر فيها المجلس التنفيذى :

(١) خطة ذات مراحل ست لتنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة ،

(٢) استراتيجية تتضمن مخططا نموذجيا لعملية تنفيذ حملة دولية يسترشد بها فى تخطيط وادارة برنامج حملات الانقاذ الدولية .

٧ - ويقرر أن يعرض التقرير الوارد فى الوثيقة ١٢٦ م ت / ٢٠ ، على الدورة الرابعة والعشر للمؤتمر العام ويوصى المؤتمر العام باعتماد استراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية المرفقـ كملحق لهذا التقرير، مع ايلاء العناية اللازمة لحقيقة عدم انضمام عدد من الدول الأعضاء فـ اليونسكو الى اتفاقية التراث العالمى والى الحاجة الملحة الى عدم الموافقة على أية حملات دولي جديدة قبل تنفيذ الاعمال المناظرة للمرحلتين الخامسة والسادسة من مراحل تنفيذ توصيات الدراس المتعمقة ، حسبما ورد بيانها فى الفقرة ٧ من الوثيقة ١٢٦ م ت / ٢٠ .

٦ - وطبقا لقرار المجلس التنفيذى ، يقدم المدير العام الى المؤتمر العام فى هذه الوثيقة التقرـ الخاص بالتقدم المحرز والذى ذكره المجلس التنفيذى لكى ينظر فيه . وبعد أن يدرس المؤتمر العـ مضمون التقرير واستراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية المرفقة ربما رأى أن من المجدى اعتمـ مشروع القرار التالى :

ان المؤتمر العام ،

وقد درس الوثيقة ٢٤ م / ١٠٤ ولا سيما مشروع استراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية كمـ ورد فى الملحق ٢ للوثيقة ١٢٦ م ت / ٢٠ ؛

وأحاط علما بقرار المجلس التنفيذى الذى يقضى بالموافقة على استراتيجية برنامج حملات الانق الدولية ، وبالدعوة التى وجهها المجلس الى الدول الأعضاء كى تسهم اسهاما كاملا بحسب امكاناتهـ فى تخطيط مختلف الحملات وانجازها ،

واذ يولى العناية اللازمة لحقيقة أن عددا من الدول الأعضاء ليست أطرافا فى اتفاقية التراـ العالمى وأن الحاجة ملحة الى عدم الموافقة على أية حملات دولية جديدة قبل تنفيذ المرحلتيـ الخامسة والسادسة من خطة المدير العام الخاصة بتنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة للحملات الدولية

يقرر اعتماد استراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية بوصفها وثيقة توجيهية تسترشد بهـ الدول الأعضاء والسكرتارية فى ادارة وتنفيذ الحملات الدولية الرامية الى انقاذ الجوانب الهامـ من التراث الثقافى المشترك للانسانية ؛

ويدعو جميع الدول الأعضاء والمدير العام الى تطبيق أحكام الاستراتيجية على جميع ما يجرى وما يجد من حملات الانقاذ الدولية .

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

المجلس التنفيذي

ex

126 EX/20
١٢٦م ت/٢٠
باريس، ١٩٨٧/٤/٨
الأصل: انجليزى/فرنسى

الدورة السادسة والعشرون بعد المائة

البند ٤ر١ره من جدول الأعمال المؤقت

تقرير المدير العام بشأن التقدم المحرز فى تنفيذ التوصيات الواردة فى الدراسة المتعمقة الخاصة بالحملات الدولية لصون التراث الثقافى للانسانية

ملخص

فى أكتوبر/تشرين الأول ١٩٨٥ تلقى المجلس التقرير (١٢٢م ت/لخ/تقرير/١ معدلة) الذى اعدته اللجنة الخاصة عن دراستها بشأن الحملات الدولية لانقاذ التراث الثقافى. وبعد دراسة متعمقة، اعتمد المجلس توصيات اللجنة، ودعا المدير العام لأن يسهر على تنفيذها، واعتمدت فورا بعض التدابير لهذا الغرض، وعرض تقرير أول (١٢٤م ت/٢٠) فى مايو/أيار ١٩٨٦ على المجلس التنفيذى، الذى طلب أن يقدم له تقرير شان فى دورته السادسة والعشرين بعد المائة. وتستعرض هذه الوثيقة التقدم المحرز حتى الآن كما تعرض، بشكل مفصل، النهج الذى اقترحه المدير العام من أجل تنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة، واعادة النظر فى الحملات الجارية، وادارة البرنامج فى المستقبل.

١ - طلب المجلس التنفيذى من اللجنة الخاصة، فى دورته التاسعة عشرة بعد المائة، ان تتدارس برنامج الحملات الدولية التى تقوم بها اليونسكو من أجل صون التراث الثقافى

بغية تحديد الأولويات والمسؤوليات فيما يتعلق بسير العمليات . وفي هذه الحالة ، ينبغي أن يحاط المجلس التنفيذي علما كلما طرحت مشكلات ذات صلة بالسياسة العامة . وتنطوي هذه الطريقة على مجازفة ، الا وهي تنفيذ النشاط على مراحل متقطعة . فالواقع أنه لن يمكن تحديد سياسة شاملة في هذه الظروف الا بعد اعادة النظر في جميع خطط عمل الحملات .

٥ - وثمة طريقة ثانية مؤداها أن يقترح على المجلس التنفيذي تحديد استراتيجية عامة صالحة لكافة حملات الانقاذ الدولية ، مع الافادة من الخبرة التي اكتسبتها السكرتارية والدول الأعضاء في مجال تنفيذ الحملات . وعندئذ يحدد دور كل شريك على حدة ، وتحدد مسؤولياته بشكل أدق ، ولا سيما على ضوء الدراسة المتعمقة التي أجراها المجلس التنفيذي؛ وتحدد الأولويات وفقا للهدف المتوخى . ويمكن استخدام التوجيهات المحددة على هذا النحو كمعايير تستنير بها القرارات الخاصة بالحملات اللاحقة . وقد يسترشد أيضا بهذه المعايير لاعادة النظر في الحملات الجارية أو قيد الاعداد . ومن المفترض أن يكون تكييف الحملات الجارية مع المبادئ والاجراءات التي يحددها المؤتمر العام أقل صعوبة من القيام بتحليل منفصل لكل حملة بغية تعديلها على حدة . وأخيرا ، فمن شأن هذا النهج الشامل أن يتيح للسكرتارية تركيز امكانياتها على أكثر الأنشطة فائدة لكافة الحملات ، كتطوير تقنيات الترويج للمشروعات وادارتها ، التي أبرزت الدراسة المتعمقة أهميتها .

٦ - واذ يأخذ المدير العام بعين الاعتبار ، من جهة الدراسة المتعمقة ، ومن جهة أخرى الملاحظات السابقة للمجلس التنفيذي والمؤتمر العام ، وأخيرا الدروس المستخلصة من عدد من الحملات الجارية ، وحيث يعتبر أن على المجتمع الدولي أن يضاعف الجهود كي يضمن انقاذ أهم تراث لدى جميع الشعوب ، ويأخذ في الاعتبار أن أي موقف مالتوسي في هذا الصدد لمن أضر المواقف ، فانه يعتبر أن الطريقة الثانية هي أفضل حل يتماشى والأهداف التي يسعى اليها المجلس التنفيذي . ولهذا الغرض ، يمكن للمجلس التنفيذي أن يتخذ قرارا بشأن :

(١) مختلف مراحل تنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة ،

(٢) واستراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية ، ترد في الملحق ٢ .

مراحل تنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة

٧ - يمكن أن يتضمن تنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة المراحل الست التالية (وقد أنجز بالفعل جزء كبير من أنشطة المراحل الأربع الأولى) :

(١) اعادة النظر ، على ضوء استنتاجات وتوصيات الدراسة المتعمقة ، في القرارات التي اتخذتها الهيئتان الرئاسيتان وفي الأنشطة المنجزة حتى اليوم في مجال حملات الانقاذ الدولية ؛

١٠ - ولقد سبق وأشارت الدراسة المتعمقة الى مختلف المراحل الممكنة لتنفيذ الحملات الدولية. وان اضطلاع المجلس التنفيذى والمؤتمر العام بتحديد المراحل المتوقعة لتنفيذ حملة من الحملات من شانه أن يرسى الى حد ما دليلا صالحا لجميع الحملات. فعندئذ ستكون كل دولة عضو ترغب فى الشروع فى حملة ما مدركة للالتزامات التى ينبغى لها أن ترتبط لها، فى الوقت المناسب، ولالتزامات اليونسكو. وعندئذ ستتضح بجلاء مختلف مراحل الجدول الزمنى لعمليات حملة من الحملات، والتعهدات المالية لكل من الأطراف.

١١ - ومقارنة مع عملية تنفيذ حملة ترد فى الدراسة المتعمقة، ينطوى المخطط المقترح على الاضافات التالية:

(١) لن يقدم اقتراح الشروع فى حملة جديدة الى المؤتمر العام فى بداية عمليات الانقاذ، وهكذا، سيتسنى للدولة العضو، والسكرتارية والمجلس التنفيذى مزيد من الوقت من أجل:

- تدارس ما اذا كانت الحملة هى طريقة العمل الملائمة، أو اذا كان ثمة تدابير أخرى تستجيب بصورة أفضل لاحتياجات الدولة العضو؛
- تحديد المتطلبات الفنية للانقاذ المتوقع، ومن ثم، تكلفة الحملة؛
- اعداد المواد الترويجية المطلوبة للنجاح فى السعى الى التمويل، قبل توجيه نداء المدير العام والبدء فى الحملة.

(٢) يصاغ اعلان نوايا مشترك بين الدولة المعنية واليونسكو، يسمح بتجنب أى سوء تفاهم بشأن الاجراءات المطلوب اتباعها، ودور كل طرف ومسؤولياته، ومراحل العمليات. ويعرض اعلان النوايا هذا على المؤتمر العام للموافقة عليه.

(٣) على الدولة المعنية أن تضع عندئذ، بمساعدة من السكرتارية، استراتيجية للحملة استنادا الى دراسات مختلفة، ولا سيما الدراسات الفنية. وتعرض هذه الاستراتيجية على المجلس التنفيذى قبل أن يرخص للمدير العام بتوجيه نداء للتنمية الى وجود تراث فى خطر.

(٤) يكون التنبيه الى وجود تراث فى خطر الوسيلة التى يعرّف بها المدير العام والدولة المعنية بواسطتها:

- حالة الموقع أو المبنى الأثرى المعنى،
- العمل المطلوب من الدولة العضو ومن اليونسكو،
- الموارد المطلوبة لوضع برنامج الحملة وتنفيذها،
- المراحل التالية.

ان المجلس التنفيذي،

١ - وقد درس تقرير المدير العام بشأن التقدم المحرز في تنفيذ التوصيات الواردة في الدراسة المتعمقة الخاصة بالحملات الدولية لانقاذ التراث الثقافي للانسانية (١٢٦م-٢٠)،

٢ - يحيط علما بمضمون ذلك التقرير؛

٣ - ويوافق على النهج الذي يدعو اليه المدير العام من أجل تنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة؛

٤ - ويوافق على استراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية (الملحق ٢)،

٥ - ويدعو الدول الأعضاء الى أن تتعاون مع المدير العام في تنفيذ توصيات الدراسة المتعمقة، أن تسهم اسهاما تاما، بحسب امكانياتها، في تنظيم مختلف الحملات وانجازها؛

٦ - ويدعو المدير العام الى أن يتابع الأعمال التي عرضت خطوطها العريضة في الوثيقة ١٢٦م-٢٠، وأن يقدم له، في دورته التاسعة والعشرين بعد المائة، تقريرا بشأن التقدم المحرز؛

٧ - ويقرر أن يحيل هذا التقرير، واستراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية المرفقة به، الى الدورة الرابعة والعشرين للمؤتمر العام، بغية النظر فيهما وامكانية اعتمادهما برمتهما وشفعة توجيهية.

الملحق ١

تقرير اللجنة الخاصة بشأن الحملات الدولية لصون التراث الثقافي للانسانية

٦ - الاستنتاجات والتوصيات

٦ر١ - كانت أول حملتين دوليتين لانقاذ مواقع وآثار النوبة في مصر والسودان ، ومعبد بوروبودور في اندونيسيا ناجحتين بلاشك ، وقد حملت دول أعضاء أخرى على التماس حملات مشابهة . وتوجد في الوقت الحاضر ٢٩ حملة دولية ، وهي اما في طور التنفيذ أو التحضير .

٦ر٢ - بيد أن الخبرة المكتسبة من نجاح هاتين الحملتين لا تشكل ضمانا لنجاح الحملات اللاحقة (انظر ٢ر١٨) .

٦ر٣ - وتقدر تكاليف استكمال تنفيذ الحملات الدولية التي صدر نداء بشأنها بمبلغ ١ مليار و ١٢٠ مليون دولار وبلغ مجموع مساهمات الدول الأعضاء المعنية ٣٨٥ مليون دولار مما يترك ٧٣٥ مليون دولار يتعيّن تغطيتها من مصادر أخرى (انظر ١ر٥) .

٦ر٣ - ويمكن أن تكون الحملات الدولية أداة فعالة اذا ما تم استيفاء بعض الشروط (عملية تطور الحملات الدولية ، انظر الرسم البياني في صفحة ...)

٦ر٥ - مسؤوليات الدول الأعضاء

١ر٥ر٦ - التأكد ، قبل التماس حملة دولية ، من وجود ارادة سياسية وقدرة ادارية ومهنية على السواء ، لتكون المحرك الأساسي لمشروع الانقاذ (انظر ٣ر٩) .

٢ر٥ر٦ - اذا لم تكن الدولة العضو من الدول الأطراف في اتفاقية التراث العالمي لعام ١٩٧٢ ، وجب تشجيعها على التصديق على الاتفاقية أولا ثم تقديم طلبها لادراج المواقع أو الآثار التي ترغب في انقاذها في قائمة التراث العالمي (انظر الفقرة ٣ر١٢) .

٣ر٥ر٦ - اذا طرحت حملة دولية نيابة عن احدى الدول الأعضاء التي لم توقع بعد على اتفاقية التراث العالمي ، انبغى لتلك الدولة أن تصبح طرفا في الاتفاقية وأن تعرض الممتلكات الثقافية المشمولة بالحملة على لجنة التراث العالمي بغية ادراجها في قائمة التراث العالمي (انظر ٤ر٢٢) .

٦ر٦ر٧ – تعيين منسق للحملات الدولية ليقوم باستعراض وتقييم الحملات الدولية القائمة بغية وضع الأولويات (انظر ٤ر٢٠ و ٤ر٢١) ؛ ووقف اتخاذ التدابير الرامية الى بدء أية حملات طوعية اضافية خلال فترة اعادة التقييم والاستعراض (انظر ٤ر٢٢).

٦ر٦ر٨ – اعتماد سياسة ترويجية ، وايجاد الوسائل لتنفيذها، وخاصة الموظفين الذين لهم خبرة فى الترويج والتسويق (انظر ٣ر٥) .

٦ر٦ر٩ – ينبغى أن تكون المسؤولية الرئيسية لليونسكو هى أن تبيّن للدول الأعضاء حدود الأمر ، وذلك بشأن ما تستطيع انجازه فى اطار مواردها وما لا تستطيع انجازه (انظر ٦ر٥) .

٦ر٦ر١٠ – ينبغى وضع أهداف محددة وأكثر تواضعا فى اطار المشروعات الضخمة لتركيز عمليات البحث عن التمويل (انظر ٧ر٥) .

٦ر٦ر١١ – ويبقى اكتشاف مصادر محتملة للتمويل وتحديد قدراتها على المساهمة لفترة زمنية محددة (انظر ٨ر٥) .

الملحق ٢

استراتيجية برنامج حملات الانقاذ الدولية

١ - مقدمة :

وضعت منظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم والثقافة (اليونسكو) برنامج حملات الانقاذ الدولية من أجل مساعدة الدول الأعضاء على صون واحياء المواقع والمبانى الأثرية التى هى جزء من التراث المشترك للانسانية . وتبيّن هذه الاستراتيجية غايات البرنامج وأهدافه وتوجهاته ، فضلا عن توزيع المسؤوليات حسبما يوافق عليها المؤتمر العام لليونسكو . وترمى الى تحديد المبادىء الرائدة للبرنامج واجراءاته ، والى توجيه القرارات اللاحقة . وان المؤتمر العام ، اذ يضع توجيهات ويحدد بعض طرائق الادارة ، لا يقصد بذلك فرض اطار جامد تلتزم به كافة الحملات . فللتراث الثقافى لكل بلد خصوصياته ، ولا بد اذن من أن يعالج معالجة خاصة . لكن ثمة فائدة كبرى من توافر توجيهات قائمة على تأمل جماعى وخبرة مكتسبة عبر السنين . وسيعيد المجلس التنفيذى النظر دوريا فى هذه الاستراتيجية ، بغية التأكد من ملاءمتها الدائمة لأهداف المنظمة .

٢ - الغايات

يرمى برنامج حملات الانقاذ الدولية الى مساعدة الدول الأعضاء فى اليونسكو على صون واحياء المواقع والمبانى الأثرية التى تشكل عناصر أساسية من التراث المشترك للانسانية . والمقصود ليس اعلام وتوعية الرأى العام المحلى والوطنى والدولى بهذا التراث الثقافى فحسب ، بل أيضا تعبئة موارد لهذه المشروعات عن طريق الاستعانة بالتعاون الدولى . والغرض من برنامج حملات الانقاذ الدولية هو استكمال المبادرات الوطنية ودعمها ، لا أن يحل محلها . فكلفة مشروعات الصون الكبرى وتعقيدها تتجاوز أحيانا امكانيات دولة عضو واحدة الى حد بعيد ، كما أن بعض البلدان التى تملك تراثا ثقافيا فائق الثراء تعد من أفقر البلدان ماليا وتقنيا . وقد أنشئت حملات الانقاذ الدولية كى تحاول تحريك التضامن داخل المجتمع الدولى عملا بروح الميثاق التأسيسى لليونسكو . ويعتبر المؤتمر العام أن مفهوم تراث الانسانية ينطوى على مسؤوليات منوطة بمجمل الدول الأعضاء ، من بينها على الأخص :

(١) أن تقبل ، اذا أمكنها ذلك ، المساهمة بصفة ممول فى اعداد حملة واحدة على الأقل ضمانا لتمويل مرحلة التخطيط الحاسمة ؛

(٢) أن تتدارس بعناية بالغة جميع اقتراحات الحملات الدولية ، للتأكد من تكيّف آليات التخطيط والادارة مع المهمة المطلوب تنفيذها ؛

(٣) أن تقدم ، متى شرع فى حملة انقاذ دولية ، دعما ماليا ومعنويا فى آن معا لضمان نجاحها .

(٣) ستعطى الأولوية للمشروعات الرامية الى صون المواقع والمبانى التى ستدمج الحياة الثقافية والاجتماعية للمنطقة، والتى ستقدم اليها اسهاما ملموسا . كما أن المشروعات التى تتضمن تأهيل خبراء من المنطقة فى مجال حفظ التراث ، وتطوير كفاءات الفنيين والعمال المحليين ، ستحظى بالأفضلية .

(٤) ستقتصر أية حملة دولية على الأنشطة ذات الصلة بصون التراث . فثمة العديد من المشروعات التى تندرج فى اطار خطة انمائية اجتماعية اقتصادية أوسع . ولا غنى أحيانا عن عمليات كبيرة لانشاء بنى أساسية (شبكات نقل واصحاح ، وسدود، وتجديد حضرى، الخ ..) قبل القيام بأى نشاط لصون التراث وترميمه . ولا بد من أن تؤخذ هذه العناصر بعين الاعتبار، كما أن بامكان اليونسكو أن تقدم المشورة، لكن الحملة الدولية فى حد ذاتها ستقتصر على الأنشطة الضرورية لصون واحياء المواقع أو المبانى .

(٥) لا يندرج انشاء متحف فى اطار برنامج حملات الانقاذ الدولية، الا اذا تعلق الأمر بما يلى :

- معارض تكون جزءا لا يتجزأ من الموقع أو المبنى المطلوب انقاذه ،

- أو متحف وطنى من شأنه أن يكون نقطة تركيز لأنشطة الانقاذ فى البلد المعنى .

(٦) لن تمول نفقات التشغيل الجارية للمواقع أو المبانى المعنية بحملة ما من هذا البرنامج، حيث أن الغرض منه انقاذ الموقع أو المبنى مع تحمل الأعباء التالية، وفقا للاحتياجات :

- التأهيل المطلوب فى مجال الادارة والحفظ ،

- الدراسات التقنية والادارية والقانونية الضرورية ،

- أنشطة الحفظ والترميم ،

- أنشطة الجرد والبحث والعرض المتعلقة بالموقع أو المبنى ،

- أنشطة الترويج الاستهلالية ذات الصلة بالحملة المعنية ،

ولكن دون تحمل نفقات التشغيل الدائمة . فهذه الأخيرة من مسؤوليات الدولة ، وعليها أن تضعها فى حسبانها فى ميزانياتها فور تصميم المشروع .

٤ره – الموافقة على اعلان نوايا . بعد أن تتوصل الدولة العضو والمدير العام الى اتفاق ، يعرض اعلان النوايا على المؤتمر العام . ويشار فيه الى أن الدولة العضو عازمة سياسيا على اعتماد الأحكام القانونية المطلوبة ، وانشاء الآليات الوطنية الضرورية لضمان نجاح الحملة . وفضلا عن ذلك فانها تقدم للمؤتمر العام معلومات عن المتضمنات المالية للأعمال التمهيدية ، قبل أن يعتمد قرارا بالموافقة على الحملة . واذ يوافق المؤتمر العام على اعلان النوايا ، فانه يرخص للمدير العام بالاعلان عن المباشرة بشكل مشترك فى الأعمال التمهيدية للقيام بحملة ، وبالارتباط بالمصروفات الضرورية .

٥ره – اصدار اعلان النوايا . يعلن المدير العام والدولة العضو عن نيتهما المشتركة فى تنظيم حملة دولية والسعى ، لهذا الغرض ، لالتماس مساعدات ووسائل تمويل . وفى هذه المرحلة ، لا تكون الحملة قد اعتمدت بعد أو شرع فيها ، لأنه ينبغى الاستمرار فى الدراسات والتخطيط .

ومن المتوقع أن تدوم المرحلة الأولى سنة تقريبا ، لكن يمكن التعجيل بها وفقا لرغبة الدولة المعنية واليونسكو ، اذا كان ذلك ممكنا من الناحية التقنية .

المرحلة الثانية – اعداد استراتيجية الحملة

٦ره – تعيين منسق وطنى – لابد ، من أجل تنظيم سليم للحملة ، من توافر بنية مركزية للاتصال واتخاذ القرارات فى الدولة المعنية . فتعيّن الدولة شخصا له صلاحيات كافية ، ليكون ممثلها الرئيسى .

٧ره – البحث عن تمويل أولى . يمكن استخدام عدد من البرامج للحصول على سلسلة أولى من المساعدات ، ومن الأهمية بمكان أن تنسق سكرتارية اليونسكو هذه العمليات . وفى الوقت نفسه ، تسعى السكرتارية من أجل مرحلة التصميم هذه ، الى ايجاد ممول يقدم الأموال الضرورية لاعداد الحملة . وقد يكون عدد من الدول الأعضاء أو المؤسسات الخاصة مستعدة لأن يضطلع بدور هام فى حملة صممت بعناية ، ويقدم الأموال الضرورية لضمان حسن التخطيط والادارة منذ البداية . واذا استحال ايجاد ممول ، فان على السكرتارية أن تنظر فى ايجاد موارد من ميزانيتها التالية من أجل البدء بالمشروع .

٨ره – اجراء دراسة عامة للموقع . يقوم أخصائى أو أخصائيون معترف بهم فى مجال صون الممتلكات الثقافية بتصميم واجراء دراسة فنية أولية عامة . وينبغى أن يبيّن تقرير الأخصائيين أهمية الموقع من الناحيتين الوطنية والدولية ، والمشكلات والمخاطر التى تتهدده ، وأن يحلل البحوث المتاحة ، ويشير الى البحوث الفنية والتاريخية الضرورية . وسيتلقى الأخصائيون من اليونسكو تعليمات موزونة بشأن

فنيين ، وانشاء لجنة توجيهية للحملة ، واجراء اتصالات ، ولا سيما مع الـــدول الأعضاء، من أجل الحصول على تمويل أولى . وفى هذه المرحلة ، لا يكون بدء الحملة جاهزا بعد .

٥ر١٣ - اصدار تنبيه الى وجود تراث فى خطر - ان التنبيه الى وجود تراث فى خطر عبارة عن اعلان رسمى للمدير العام ، يعرض مرمى المشروع والمخاطر المباشرة التى تتهدد الموقع . ويمكن أن يصحبه منشور، وجيز ولكنه مقنع ، يوزع على نطاق واسع جدا لاسترعاء انتباه الرأى العالمى الى المشروع ودعم النداءات الأولى من أجـــل الحصول على أموال .

ومن المتوقع أن تمتد المرحلة الثانية سنة أو اثنتين ، لكن يمكن انجازها بسرعة أكبر اذا تطلب الوضع ذلك .

المرحلة الثالثة - اعداد خطة عمل للحملة

٥ر١٤ - اقامة البنية الادارية - تقام البنية المطلوبة كى تولى الحملة أولوية علـــى الصعيد الوطنى ويضمن ادارتها ادارة سليمة . ويمكن أن تناط مسؤوليتها بمجلـس الوزراء ، اذا تعلق الأمر بمشروع معقد، أو بوزير واحد . فتنشأ هيئة ادارية ذات صلاحيات وميزانية كافية لكى تنجز، بالتعاون مع سكرتارية اليونسكو، الأعمال الوارد وصفها فى مخطط مراحل تنفيذ الحملة . ويتوقف تكوين الهيئة المطلوبـــة على الوضع المعنى لكن لا بد من الاقرار بالحملة كمشروع ذى أولوية كبرى .

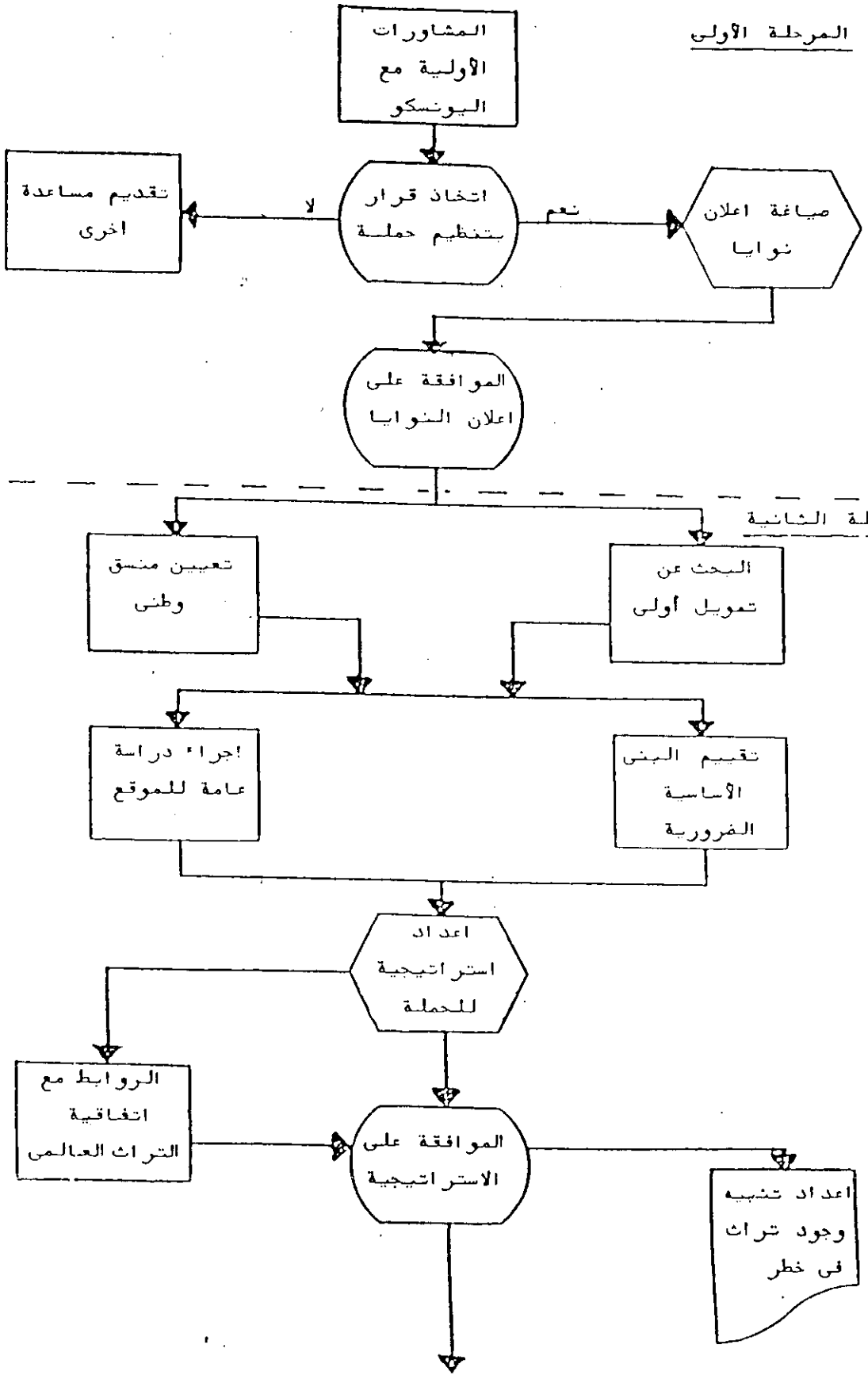
٥ر١٥ - وضع برنامج توعية - بمساعدة اليونسكو، تضع الدولة المعنية وترعى برنامجـــا اعلاميا وتثقيفيا يرمى الى تعريف السكان المحليين والمواطنين بالحملـــة ، واشراكهم فيها وفى أنشطة الصون .

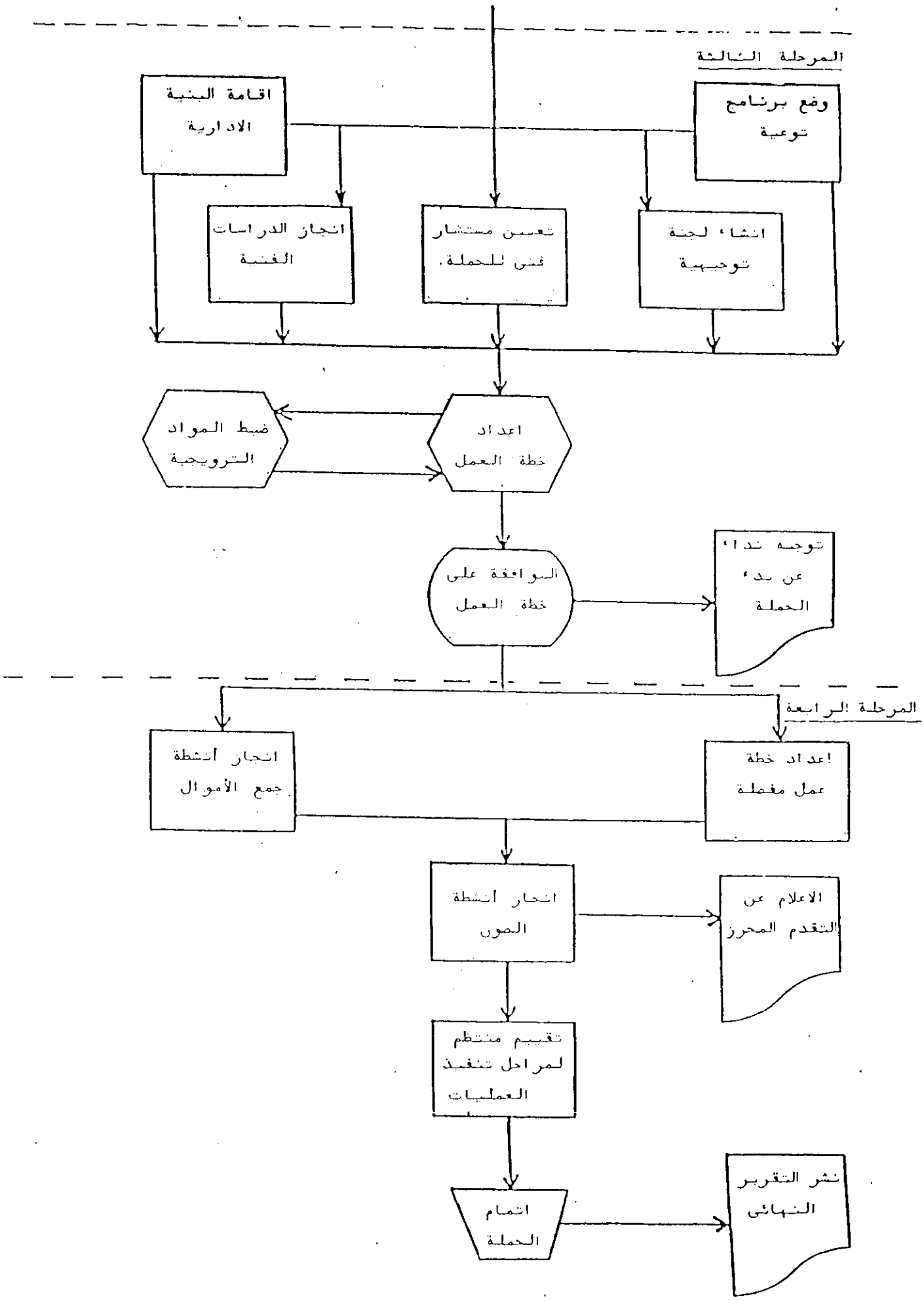
٥ر١٦ - تعيين مستشار فنى للحملة . يكون المستشار خبيرا دوليا يعمل فى الموقع ويتلقى أتعابه من اليونسكو، فى اطار الموارد الخارجة عن الميزانية (بامت ، مثلا) . ويكلف بارشاد وتأهيل المنسقين الوطنيين، وباعداد خطة العمل ، وضبط المـــواد الترويجية ، والاضطلاع بأعمال سكرتارية اللجنة التوجيهية للحملة . ويكـــون المستشار الفنى مسؤولا أمام المدير الوطنى للمشروع .

٥ر١٧ - الدراسة والمساعدة الفنيتان . تنجز فى هذه المرحلة الأعمال التى قد تكـــون مطلوبة لاستكمال البيانات الضرورية لاعداد خطة عمل .

٥ر١٨ - انشاء لجنة توجيهية للحملة . تبيّن التجربة مدى فائدة توافر فريق يؤمّن متابعـــة مراحل تنفيذ العمليات ، ويكلف بمساعدة الفريق الوطنى لادارة المشروع وباقامة صلات مع هيئات التمويل والاخصائيين الدوليين فى مجال الحفظ . ويضم هذا الفريـق

حملات الانقاذ الدولية
استراتيجية البرنامج
مخطط لمراحل تنفيذ حملة من الحملات




المرحلة الثالثة
اقامة البنية الادارية
وضع برنامج توعية
انجاز الدراسات الفنية
تعيين مستشار فني للحملة.
انشاء لجنة توجيهية
ضبط المواد الترويجية
اعداد خطة العمل
الموافقة على خطة العمل
توجيه نداء عن بدء الحملة
المرحلة الرابعة
انجاز انشطة جمع الأموال
اعداد خطة عمل مفصلة
انجاز انشطة الصون
الاعلام عن التقدم المحرز
تقييم منتظم لمراحل تنفيذ العمليات
اتمام الحملة
نشر التقرير النهائي

٧ر٢ تقديم المساعدة للبنان : تقرير المدير العام (١١٦م ت /٢٤ و ١١٦م ت /٥٠)

أولا

ان المجلس التنفيذي ،

١- وقد أحاطه المدير العام علما بمضمون القرار ١٦٣/٢٧ الذي اعتمدته الجمعية العامة للأمم المتحدة والمتعلق بتقديم المعونة الى لبنان من أجل اعادة تعميره وتنميته ، والذي يطلب من الأمين العام أن يواصل بذل جهوده المكثفة لتعبئة كل المساعدات الممكنة في اطار منظومة الأمم المتحدة بغية توسيع ومضاعفة برامج المعونة كي تلبي الاحتياجات ذات الأولوية للبنان ،

٢- يحيط علما مع الارتياح بالوثيقة ١١٦م ت /٢٤ التي تبين ما اتخذه المدير العام من تدابير طبقا للقرار ١١٥م ت /واراه (الجزء ثانيا) ولاسيما الاجراء الخاص بايفاد بعثة مشتركة بين القطاعات تكلف بدراسة احتياجات السلطات اللبنانية في شتى مجالات اختصاص المنظمة ،

٣- ويشكر المدير العام على اجراءه في الاستجابة لطلبات السلطات اللبنانية ويطلب منه أن يواصل تقديم كل المعونة الممكنة للبنان في مجالات اختصاص المنظمة ،

٤- ويدعو المدير العام الى مواصلة جهوده من أجل كفالة تنفيذ المشروعات ذات الأولوية التي تحددها البعثة المشتركة بين القطاعات وتوافق عليها الحكومة اللبنانية ، في اطار البرنامج والميزانية العاديين للمنظمة أو عن طريق الالتجاء الى مصادر للتمويل خارجة عن الميزانية ،

٥- ويوجه نداء الى الدول الأعضاء حتى تبذل جهودها لزيادة المساعدة التي تقدمها للبنان ،

٦- ويطلب من المدير العام أن يقدم له في دورته التاسعة عشرة بعد المائة تقريرا عما قام به في هذا الشأن .

ثانيا

ان المجلس التنفيذي ،

١- وقد أخطره المدير العام بالتدابير المتخذة لمون وانقاذ المواقع الأثرية لمدينة صور ،

٢- واذ يذكر بالقرار ١٠٩م ت /٧ر٢ (ثانيا) ، وبقرار المؤتمر العام ٢١م/١٢/٤ المتعلق بانقاذ المواقع الأثرية لمدينة صور ،

٣- يهنئ المدير العام على الجهود التي بذلها والتدابير التي اتخذها لمون هذا الموقع وخاصة عن طريق ارسال بعثة الى الموقع ،

٤- ويطلب من المدير العام أن يواصل جهوده بغية انقاذ هذا الممتلك الثقافي الذي يشكل جزءا لا يتجزأ من التراث المشترك للانسانية ،

٥- كما يطلب من المدير العام أن يقدم تقريرا اعلاميا عن هذا الموضوع الى المؤتمر العام في دورته الثانية والعشرين ، مع تحديد تدابير الانقاذ التي يمكن اتخاذها بالاتفاق مع الدولة العضو المعنية .

(١١٦م ت / مع ٢٩)

General Conference
Twenty-second Session.
Draft resolution

Conférence générale
Vingt-deuxième session.
Projet de résolution

dr

Paris 1983

Conferencia General
22.ª reunión
Proyecto de resolución

Генеральная конференция
Двадцать вторая сессия.
Проект резолюции

المؤتمر العام
الدورة الثانية والعشرون.
مشروع قرار

大会
第二十二届会议
决议草案

22 C/DR.340

٢٢م/ق ٣٤٠ *

باريس ١٩٨٢/١١/٨٠

الأصل : فرنسي/عربي

البند ١١ من جدول الأعمال

مشروع قرار مقدم من:
لبنان وايطاليا وفرنسا والجزائر وموريتانيا ولكسمبرج
والنيجر وليبيا الاشتراكية والأردن والعراق والمغرب والكويت

تعديلا لمشروع البرنامج والميزانية لعامي ١٩٨٤ - ١٩٨٥ (الوثيقة ٢٢م/٥)

الباب الثاني - تنفيذ البرنامج

البرنامج الرئيسي الحادي عشر - الثقافة والمستقبل

البرنامج ار١١- التراث الثقافي

مشروع قرار حول صيانة آثار مدينة صور وضواحيها

ان المؤتمر العام ،

وقد قام بالاطلاع على الوثيقة الاعلامية المقدمة من المدير العام (22 C/Inf 8)
حول صيانة آثار صور وضواحيها ،

وتقديرا للتراث الثقافي الذي تمثله هذه المدينة الأثرية ، بالنسبة للتاريخ
وللحضارة الانسانية ،

وشعورا بضرورة طرح مشروع يتضمن حماية وصيانة واعادة ترميم وتقييم هذا
التراث ،

---

* تلقت السكرتارية هذا الاقتراح في ١٩٨٢/١١/٧

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام

١) يفوض المدير العام ، القيام ، ضمن الميزانية المخصصة لذلك ، بالدراسات الفنية اللازمة لانجاز وثيقة عمل تفصيلية حول هذا المشروع ، ولتحديد كيفية القيام بتنفيذه ، عن طريق حملة عالمية ،

٢) يدعو المدير العام الى تقديم تقرير حول ما توصل اليه في هذا الصدد الى المجلس التنفيذي خلال دورته المقبلة .

ملاحظات المدير العام

١ - أحرز تقدم في مجال التعاون بين اليونسكو وحكومة لبنان من أجل حماية المواقع الأثرية لمدينة صور وأرباضها ، وذلك منذ الدورة الحادية والعشرين للمؤتمر العام .وقد تبين على الأخص مستشار بغية تحديد التدابير العاجلة التي ينبغي اتخاذها لحماية هذا التراث وصونه . وانشئ فريق العمل المختص بانقاذ صور . ومن ثم يرى المدير العام أن بمقدور المنظمة الآن اجراء الدراسات الفنية المقترحة لاعداد خطة عمل تفصيلية ، تأخذ شكل حملة دولية لانقاذ المواقع الأثرية لمدينة صور وأرباضها .

٢ - وسيقدم الى المجلس التنفيذي خلال الفترة ١٩٨٤-١٩٨٥ تقرير عما أحرز من نتائج في هذا الصدد .

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

المجلس التنفيذي

ex

121 EX/13
١٢١م ت /١٣
باريس ، ١٩٨٥/٤/١٩
الأصل : فرنسى

الدورة الحادية والعشرون بعد المائة

البند ٣ر٤ر٥ من جدول الأعمال المؤقت

تقرير المدير العام عن مشروع انقاذ الموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها بهدف الترويج لهذا المشروع عن طريق حملة عالمية

ملخص

اعتمد المؤتمر العام فى دورته الثانية والعشرين القرار ٧ر١١ الذى رخص بموجبه للمدير العام بالقيام، فى حدود الموارد المتاحة، بالدراسات الفنية اللازمة لاعداد خطة عمل تفصيلية لمشروع انقاذ الموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها، ولتحديد كيفية الترويج له عن طريق حملة عالمية.

وتطبيقا لهذا القرار، تعرض هذه الوثيقة على المجلس التنفيذى لاحاطته علما بالنتائج المحرزة.

القرار المقترح : الفقرة ٢٧

أولا - نبذة تاريخية والأوضاع الحالية

١ - ان موقع مدينة صور، فى لبنان ، والذى كان آهلا بالسكان منذ العصر الحجرى ، الحديث يشهد بصورة ملحوظة على تواصل كل ثقافات البحر المتوسط تقريبا عبر الزمن . فهذه المدينة ،

وقد احتضنت على تعاقب العصور الفينيقيين والأشوريين واليونانيين والرومان والبيزنطيين والعرب والصليبيين الأوروبيين والعثمانيين، استطاعت الاستفادة من اسهاماتهم المتتابعة، مع احتفاظها بذاتيتها وأصالتها، ومن حقها أن تفخر بامتلاكها آثارا تمثل جميع هذه الثقافات.

٢ - وقد اتخذ المدير العام منذ ١٩٨٠، وبناء على طلب الحكومة اللبنانية، اجراءات تستهدف حماية الممتلكات الثقافية لمدينة صور. وكان المجلس التنفيذى، بعد أن أحيط علما بهذا العمل قد اعتمد فى دورته التاسعة بعد المائة، القرار ١٠٩م ت /٢ر٧ طالبا فيه من المدير العام أن يسترعى انتباه المؤتمر العام، فى دورته القادمة، الى ضرورة انقاذ مجموع الموقع الأثرى لصور وأرباضها التى تهم آثارها تراث الانسانية الثقافى، لكى يقرر اتخاذ التدابير الملائمة لهذه الغاية.

٣ - عقب ذلك، اعتمد المؤتمر العام فى دورته الحادية والعشرين القرار ١٣/٤ الذى يرخص "للمدير العام، فى اطار تقديرات الميزانية، بتعيين مستشار للتراث الثقافى للموقع الأثرى لصور وأرباضها، يكلف باحاطته علما بالأوضاع ومعاونة جميع المعنيين على تحديد التدابير العاجلة التى ينبغى اتخاذها لحماية وصون هذا التراث الثقافى أيا كانت الحضارة التى ينتمى اليها".

٤ - فضلا عن ذلك، اعتمد المؤتمر العام فى دورته الثانية والعشرين القرار ١١ر٧ الذى "يرخص للمدير العام بالقيام، فى حدود الموارد المتاحة، بالدراسات الفنية اللازمة لاعداد خطة عمل تفصيلية لهذا المشروع، ولتحديد كيفية الترويج له، عن طريق حملة عالمية" ويدعو "المدير العام الى تقديم تقرير حول ما توصل اليه فى هذا الصدد الى المجلس التنفيذى خلال فترة العامين المقبلة."

٥ - وتطبيقا لهذا القرار، أرسلت الى الموقع بعثة من اليونسكو/المجلس الدولى للآثار والمواقع (ايكوموس). فاقترحت المنهجية التى ينبغى اتباعها لحصر واختيار الممتلكات الثقافية التى ينبغى صونها.

٦ - وعلاوة على ذلك، شكل فريق عمل لانقاذ مدينة صور. وهذا الفريق، الذى عقد اجتماعه الأول بالفعل، سيكون عليه، مثل أفرقة العمل التى تشكل فى اطار حملات عالمية، أن يوصى المدير العام والحكومة اللبنانية بالتدابير التى يمكن اتخاذها لضمان صون الممتلكات الثقافية لمدينة صور واحيائها ولجمع ما قد يلزم من أموال لتنفيذ المشروعات وتوعية الرأى العام.

٧ - أما على المستوى الوطنى، فان المواقع الأثرية لمدينة صور والمدينة نفسها محمية وتكفل تنميتها مراسيم أو قوانين كانت سارية المفعول قبل أحداث ١٩٧٥.

ثانيا - مبادىء عامة

٨ - باستلهام النهج الذى سبق وأن اعتمدته اليونسكو فى حالات مماثلة، تهدف خطة العمل الى تزويد الحكومة اللبنانية بمساعدة تجعلها قادرة على الشروع من جديد، بنفسها قدر الامكان، فى أنشطة الانقاذ والحماية التى توقفت بسبب النزاعات الاقليمية.

٩ - وسيستلهم المشروع المفضّل، الذى جرى تصميمه كبرنامج واسع للتنمية الاقليمية المتكاملة المبادىء التالية :

(أ) اعداد خطة للتنمية الاقليمية تتضمن حماية الموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها وممتلكاتها الثقافية، ويشمل ذلك ما يلى :

(١) الحى التاريخى فى مدينة صور، بما فى ذلك المنطقة الأثرية داخل المدينة والمحاطة بالأسوار التى يعود عهدها الى القرون الوسطى ؛

(٢) المنطقة الأثرية التى تشمل المقبرة الكبيرة وساحة سباق الخيل ؛

(٣) الميناءان الشمالى والجنوبى ؛

(٤) الحدود الخارجية الأثرية لمدينة صور.

(ب) ايقاف العمل فى التنقيبات الأثرية انتظارا لأن تشكل مديرية الآثار فريقا وطنيا يقيم فى مدينة صور ويكلف، اضافة الى حماية الممتلكات الثقافية، بأعمال الصون والتنقيبات ونشر النتائج المحرزة.

١٠ - ان حماية الممتلكات الثقافية واحياءها لا يمكن أن يشكلا غاية فى حدّ ذاتهما. وقد يصدق ذلك فى حالة مدينة صور أكثر مما فى غيرها من الحالات، فالانهيار البطىء الذى تعانيه المدينة يعود الى خروج سكانها منها، من جهة، والى عملية اعادة بناء غير منظمة، من جهة أخرى. ولكى تؤتى عملية الترميم المادى الذى ستحظى به المدينة أثرها الكامل، ولضمان نجاحها بصفة دائمة، ينبغى الاضطلاع بنشاط شامل للانقاذ والاحياء يضمن للسكان المحليين تحسنا حاسما فى ظروفهم المعيشية.

١١ - ومثل هذا الهدف يستلزم نهجا شاملا وجامعا بين التخصصات ينبغى له :

- أن يسهم، على المستوى الوطنى، فى التنمية الاجتماعية الثقافية ويعزز، بذلك، الوعى بالذاتية الثقافية الوطنية ؛

- أن يحسن المعرفة، على المستوى الدولى، بالأهمية التاريخية والثقافية لمدينة صور وأرباضها، ويشجّع التقدير المتبادل للثقافات.

١٢ - وسيدعى المجتمع الدولى الى دعم الجهود التى تبذلها الحكومة اللبنانية فعلا، وذلك بأن يزودها، اضافة الى العطاءات النقدية، بالخبراء والمواد والخدمات التى لا يمكن الحصول عليها محليا، وكذلك عن طريق تقديم منح تدريبية.

١٣ - وستقدم الحكومة اللبنانية، فى حدود الميزانية المخصصة لتنفيذ المشروع، ووفقا للتوصيات التى سيضعها فريق العمل جانبا من الأطر واليد العاملة والمواد المحلية (خشب، وأحجار، وآجر) والخدمات الأخرى التى يمكنها تأمينها. وستبذل الحكومة بالتنسيق مع اليونسكو، ما فى وسعها للحصول على مساهمات طوعية ومساعدات مالية.

ثالثا - برنامج العمل

١٤ - ان البرنامج المقترح للعمل، والذى وضعته السكرتارية بالاتفاق مع السلطات اللبنانية المختصة واستنادا الى آراء وتوصيات فريق العمل، يتضمن أربعة أهداف محددة هى :

(١) اجراء دراسة للتراث الثقافى لمدينة صور، على أن يسبق ذلك اجراء حصر عام للممتلكات غير المنقولة، يعقبه انشاء مركز للدراسات والتوثيق بشأن الممتلكات الثقافية الخاصة بالموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها؛

(٢) اعداد خطة رائدة للتخطيط الحضرى والتخطيط العمرانى بغية تحديد المناطق التى يمكن أن تجرى فيها عمليات لاحيائها؛

(٣) الاضطلاع بأنشطة تربوية وثقافية يمكن للسلطات اللبنانية أن تنشىء فى اطارها مركزا لانتاج المصنوعات الحرفية التقليدية؛

(٤) تدريب فئات مختلفة من العاملين العلميين والفنيين فى مجال التراث الثقافى، كالاخصائيين فى الآثار، والترميم، والمهندسين المعماريين العاملين فى مجال التخطيط الحضرى، والعاملين فى مجال المحفوظات، والموجهين الثقافيين، وأخصائيى الصناعات الحرفية.. وستبذل اليونسكو ما فى وسعها لمساعدة السلطات الوطنية فى اقامة نظام للمنح الدراسية فى الخارج، وذلك فى حدود موارد ميزانية المنظمة والأموال التى سيتم جمعها فى اطار حساب أموال الودائع المخصص للحملة.

رابعا - الأنشطة الترويجية

١٥ - ستشرع اليونسكو والحكومة اللبنانية فى حملة ترويجية تهدف الى تعبئة الدعم على المستويين الوطنى والدولى.

فعلى المستوى الدولى، ستضطلع اليونسكو، فى حدود الموازد المتاحة لها، بشنّ حملة ترويجية ستتمثل فى الأنشطة التالية :

(١) انتاج فيلم مشترك مع الحكومة اللبنانية (باللغات العربية والانجليزية والفرنسية) يوزع على نطاق واسع؛

(٢) اصدار كتيب باللغتين الفرنسية والانجليزية عن الأهمية الثقافية لمدينة صور وتراثها المعمارى وعن أهداف الحملة؛

(٣) تصميم وانتاج ملصق جدارى بالألوان ؛

(٤) دراسة امكانية سكّ ميدالية خاصة؛

(٥) نشر مقالات فى شتى مطبوعات اليونسكو؛

(٦) تنظيم معرض للصور الفوتوغرافية فى مقر اليونسكو بالتعاون مع الحكومة اللبنانية ؛ والمساهمة فى تنظيم معرض للقطع الفنية بمقتضى اتفاقات ثنائية بين الحكومة اللبنانية وحكومات أخرى .

وسيجرى ، فضلا عن ذلك ، بالتعاون الوثيق مع السلطات الوطنية وبناء على طلبها ، القيام بما يلى :

(٧) اعداد خطة ترمى الى تعزيز التضامن الدولى وتعبئة موارد من أجل الحملة . ويمكن أن تتناول هذه الخطة الجوانب التالية :

(أ) وضع قائمة لمشروعات من بين المشروعات الأكثر الحاحا يمكن استخدامها كمنطلق للحملة واجراء تقييم مفصّل لتكاليف تلك المشروعات ؛

(ب) البحث عن مؤسسات دولية واقليمية يمكنها الاضطلاع بدور رئيسى فى الترويج للحملة وتعبئة الموارد لها؛

(ج) دراسة آليات وتقنيات تعبئة الموارد الوطنية والدولية .

أما على المستوى الوطنى، فستتولى الحكومة اللبنانية القيام بالأنشطة التالية :

(١) اعلام الجمهور بالحملة عن طريق وسائل الاعلام : الاذاعة ، والتلفزيون، والصحف ، والمجلات ؛

(٢) تنظيم معرض متنقل يبيّن الأهمية التاريخية والمعمارية لمدينة صور - وسيمرّ هذا المعرض على المؤسسات المدرسية وغيرها؛

(٣) اصدار نسخة عربية من كتيب اليونسكو؛

(٤) اصدار طابع بريدى خاص؛

(٥) الحفز على انشاء لجان خاصة جديدة لدعم الحملة.

١٦ - وستضطلع الحكومة اللبنانية بأى نشاط آخر من شأنه أن يدعم الحملة.

١٧ - وسيجرى، فيما بعد، اعداد خطة ترمى الى تعزيز التضامن الدولى والى تعبئة الموارد للحملة.

خامسا - التمويل

١٨ - على الرغم من الصعوبات التى يمر بها لبنان حاليا، فقد وضع مجلس الوزراء، فى الاجتماع الذى عقده فى ٢٩ أغسطس/آب ١٩٨٤، تحت تصرف الحملة مبلغ ٥٠٠ ٠٠٠ ليرة لبنانية للبدء فى الأنشطة الأساسية التى تنص عليها خطة العمل الخاصة بالحملة العالمية من أجل مدينة صور، وذلك وفقا لتوصيات فريق العمل.

١٩ - وستشجع اليونسكو من جانبها التعاون الدولى من أجل تعبئة ما يلزم من أموال ودعم تقنى لتنفيذ المشروعات التى تنفذ لانقاذ مدينة صور. وستلتمس اليونسكو، فضلا عن ذلك، بالتنسيق مع الحكومة اللبنانية، اسهامات من الدول الأعضاء ووكالات الأمم المتحدة والمؤسسات المالية المعنية بالتنمية والمنظمات غير الحكومية وكبرى المؤسسات الخاصة الدولية.

٢٠ - ولن يمكن تحديد الاحتياجات المالية للحملة بالأرقام الا على ضوء المنهجية التى ستتبع فى اجراء الحصر الذى اقترحته بعثة اليونسكو/ايكوموس المشار اليها فى الفقرة ٥ وعندما تجرى دراسات اضافية بغية حصر الممتلكات الثقافية وتقدير تكلفة مشروعات الانقاذ.

سادسا - كيفية تنظيم الحملة الدولية

٢١ - ان فريق العمل المؤلف من المندوب الدائم للبنان لدى اليونسكو، والمدير العام للآثار اللبنانية، والسكرتير العام للرابطة الدولية لانقاذ مدينة صور، والقائم بالأعمال الثقافية فى الوفد الدائم للبنان لدى اليونسكو، وخبيرين دوليين معيّنين بمعرفة المدير العام لليونسكو، وممثل للمدير العام، سيعرض على المدير العام لليونسكو والحكومة اللبنانية آراء بشأن استخدام المساهمات المالية وجميع المسائل الفنية ذات الصلة بالحملة الدولية.

٢٢ – وبعد موافقة المجلس التنفيذى ، سيوجه المدير العام رسميا نداء من أجل التضامن الدولى، وسيجرى توجيه خطاب دورى الى جميع الدول الأعضاء والأعضاء المنتسبين والمنظمات غير الحكومية والمؤسسات المعنية لدعوتها الى الاسهام فى الحملة المضطلع بها من أجل مدينة صور. وستوضع اسهامات هذه الأطراف فى حساب أموال الودائع المخصص للحملة الدولية والذى سيجرى فتحه فى اليونسكو لهذا الغرض .

٢٣ – وبغية تقديم دعم مالى اضافى للحملة ، ستقوم الحكومة اللبنانية ، اضافة الى الأنشطة الترويجية المذكورة أعلاه ، بتشجيع وتسهيل تنظيم معارض متنقلة فى الخارج ، وذلك بمساعدة اليونسكو اذا لزم الأمر.

٢٤ – وسيجرى استكشاف امكانيات الحصول على قروض من مؤسسات دولية واقليمية للتمويل ، ولاسيما لأغراض التخطيط الحضرى .

٢٥ – وستشكل الحكومة اللبنانية لجنة وطنية تتكون من ممثلين عن الوزارات ، والهيئات الحكومية والرابطات المعنية بالحملة وكذلك عن بلدية مدينة صور. وستكون مهمة هذه اللجنة تنسيق اسهامات شتى الأطراف الوطنية وتقديم اسهامها التقنى والمالى الى الأنشطة المنصوص عليها فى خطة العمل ، وذلك وفقا لتوصيات فريق العمل .

٢٦ – وستعيّن الحكومة اللبنانية مسؤولا يكلف بتأمين تنسيق عمل اللجنة الوطنية وتنظيم اجتماعاتها. وستشكل فى مدينة صور وحدة تقنية تكلف بادارة أنشطة الحملة وتنظيمها وتنفيذها ، ويتولى مسؤولية الاشراف على هذه الوحدة مدير تعيّنه الحكومة اللبنانية .

٢٧ – ونظرا لأهمية الآثار والأطلال الموجودة فى الموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها ، بالنسبة لتاريخ الانسانية وتراثها الثقافى ولضرورة اقامة برنامج يضمن حماية هذه الآثار وصونها وترميمها واحياءها ، فقد يرغب المجلس التنفيذى اعتماد القرار التالى :

" ان المجلس التنفيذى ،

١ – وقد درس تقرير المدير العام بشأن المشروع الخاص بانقاذ الموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها (لبنان) ، بهدف الترويج لهذا المشروع عن طريق حملة عالمية ، وفقا للقرار ١١ر٧ الذى اعتمده المؤتمر العام فى دورته الثانية والعشرين ،

٢ – ونظرا لما يمثله هذا الموقع من أهمية لتاريخ الانسانية وتراثها الثقافى ،

٣ – وبعد أن أحاط علما بأنه قد تم ، بالاتفاق مع السلطات اللبنانية المختصة ، اعداد خطة عمل لتنفيذ الحملة وافقت عليها الحكومة اللبنانية ،

٤ - يرخص للمدير العام، بعد أن تجرى دراسات اضافية لتقدير تكاليف مشروعات الانقاذ، أن يوجه نداء من أجل التضامن الدولى لانقاذ الموقع الأثرى لمدينة صور وأرباضها."

General Conference
Twenty-sixth Session
Draft resolution

Paris 1991

Conférence générale
Vingt-sixième session
Projet de résolution

大 会
第二十六届会议
决议草案

Генеральная конференция
Двадцать шестая сессия
Проект резолюции

Conferencia General
26.ª reunión
Proyecto de resolución

المؤتمر العام
الدورة السادسة والعشرون
مشروعات قرارات

dr

26 C/DR.309
(COM.IV)
٢٦م/م ق ٣٠٩*
(اللجنة الرابعة)
١٩٩١/١٠/٢٣
الأصل : فرنسي

البند ٣ من جدول الأعمال

مشروع قرار
مقدم من: لبنان والبحرين وتونس وباكستان وموريتانيا والمغرب والأردن وشيلي وبيرو والجزائر وسوريا وليبيا والنيجر والكويت والبرازيل والمملكة العربية السعودية وكولومبيا ومصر.

تعديلا لمشروع البرنامج والميزانية لعامي ١٩٩٢-١٩٩٣ (٢٦م/٥)

الباب الثاني ألف - تنفيذ البرنامج

المجال الرئيسي الثالث للبرنامج - الثقافة في الماضي والحاضر والمستقبل

البرنامج ٣,٢ - صون التراث الثقافي واحياؤه

البرنامج الفرعي ٣,٣,١ - التراث الثقافي المادي

الفقرات المعنية في الوثيقة ٢٦م/٥

٣٣٠٩. - ٣٣١١.

ان المؤتمر العام،

اذ يذكر بأن المجلس التنفيذي اعتمد في دورته التاسعة بعد المائة القرار ١٠٩ م ت/٧,٢ حيث طلب من المدير العام "أن يسترعي انتباه المؤتمر العام في دورته القادمة، الى ضرورة انقاذ مجموع الموقع الأثري لصور وأرباضها"،

* تلقت الأمانة هذا الاقتراح في ١٨ اكتوبر/تشرين الأول ١٩٩١.

ويذكّر بالقرار ٤,١٣ الذي اعتمده المؤتمر العام في دورته الحادية والعشرين،

ويذكّر بالقرار ١١,٧ الذي اعتمده المؤتمر العام في دورته الثانية والعشرين،

ويذكّر بقرار المجلس التنفيذي ١٢١ م ت/٥,٤,٣،

ويذكّر بأن اليونسكو قدمت مساعدة تقنية ومالية الى السلطات اللبنانية من أجل اعداد حملة دولية لانقاذ موقع صور وأرباضها،

ويذكّر بأن المدير العام وجه في ختام الدورة الرابعة والعشرين للمؤتمر العام في ديسمبر/كانون الأول ١٩٨٧ نداءه "تنبيه الى تعرض تراث للخطر من أجل انقاذ مدينة صور"،

وبالنظر الى أن الوضع في لبنان أتاح لليونسكو ايفاد بعثة مشتركة بين القطاعات في شهر مايو/أيار ١٩٩١، عنيت بالتراث الثقافي في لبنان وعلى الأخص بموقع صور،

وبالنظر الى أن استنتاجات هذه البعثة، وتعهد برنامج الأمم المتحدة الانمائي بتمويل ندوة أولى بشأن البحث عن أموال لصالح صور، تتيح اعداد مايلزم من دراسات تقنية وتقديرات مالية،

يوصي المدير العام، والدول الأعضاء في اليونسكو، باعطاء درجة عالية جدا من الأولوية للاضطلاع بحملة دولية من أجل انقاذ الموقع الأثري لصور وأرباضها؛

ويطلب دعما اضافيا من اليونسكو والدول الأعضاء، من أجل مكافحة التكاثر المقلق للحفائر السرّية في لبنان، وعلى وجه أخص في جنوب لبنان، ومكافحة الاتجار غير المشروع بالتحف الفنية والأثرية التي مصدرها لبنان.

ملاحظات المدير العام

١ - يدرك المدير العام تماما الأهمية البالغة التي ينطوي عليها التحضير للحملة الدولية لانقاذ صور، وخصوصا بمناسبة عودة الأوضاع الطبيعية الى لبنان. وقد أخذ علما بالدور الذي تؤديه السلطات اللبنانية ومنظمة دولية غير حكومية، وهي الرابطة الدولية

لانقاذ صور، من أجل توعية الرأي العام بما يحدق من أخطار بالموقع الأثري لصور، المدرج في قائمة التراث العالمي.

٢ - ومشروع القرار هذا، الذي لا يترتب عليه أي تأثير مالي، يرمي الى اعتبار اعداد حملة انقاذ صور والشروع فيها من بين أنشطة اليونسكو ذات الأولوية أثناء فترة العامين القادمة. ويطلب أيضا دعما من اليونسكو والدول الأعضاء من أجل مكافحة الحفائر السرية والاتجار غير المشروع بالتحف الفنية والأثرية.

٣ - ويحرص المدير العام على تأكيد أنه أوفد الى لبنان، حالما سمح الوضع بذلك، بعثة مشتركة بين القطاعات، في مايو/أيار ١٩٩١، تسنى لها على وجه الخصوص النظر في حالة صون موقع صور. ومن جهة أخرى، وافق برنامج الأمم المتحدة الانمائي على تمويل مؤتمر للمانحين من أجل صون هذا الموقع. ويقتضي التحضير لهذا المؤتمر أن تبدأ الأمانة العمل على سبيل الأولوية من أجل الاضطلاع بالتعاون مع السلطات اللبنانية بالدراسات التقنية اللازمة بوجه خاص لتقدير تكاليف مشروعات الصون، وفقا للقرار ٥,٤,٣ الذي اعتمده المجلس التنفيذي في دورته الحادية والعشرين بعد المائة.

٤ - وفيما يخص الاتجار غير المشروع بالتحف الفنية والأثرية الذي انتشر انتشارا واسعا جدا، كما نوهت به تقارير مختلفة مقدّمة من السلطات اللبنانية، لاحظ المدير العام بارتياح تصديق لبنان في عام ١٩٩١ على اتفاقية عام ١٩٧٠ الخاصة بالتدابير الواجب اتخاذها لحظر ومنع استيراد وتصدير ونقل ملكية الممتلكات الثقافية بطرق غير مشروعة. وسيتخذ المدير العام، بالتنسيق مع السلطات اللبنانية والانتربول (المنظمة الدولية للشرطة الجنائية) وايكوم (المجلس الدولي للمتاحف) وكل هيئة أخرى معنية، التدابير الرامية الى مكافحة نهب المواقع الأثرية وتصدير التحف الفنية بطرق غير مشروعة.

الجمهورية اللبنانية
مكتب وزير الدولة لشؤون التنمية الإدارية
مركز مشاريع ودراسات القطاع العام